

LE
MONDE

Libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 211 — Avril 1975 — Prix 4 F

RENAULT HABY LE PORTUGAL



PROCES

MARINI

activités de la fédération anarchiste

COURS DU GROUPE LOUISE-MICHEL

10, rue Robert-Plaquette
à 20 h 30
Du fait des vacances scolaires de Pâques, le prochain cours aura lieu le 10 avril.
— JEUDI 10 AVRIL :
L'accumulation du capital (et la baisse tendancielle du taux de profit), par Joseph BERNET-ROLLANDE.
— JEUDI 17 AVRIL :
Le chômage, par ERIC.
— JEUDI 24 AVRIL :
Les crises de surproduction, par ERIC.
— JEUDI 15 MAI :
Nouvelles formes prises par les contradictions du système capitaliste :
— L'inflation.
— La crise du Système Monétaire International, par BERNARD.

COLLOQUES

● *Samedi 12 avril* :
La réforme Haby par Thyde.
● *Samedi 19 avril* :
Musique et révolution par Thierry.
● *Samedi 3 mai*
L'objection de conscience avec la participation du C.S.O.C. de Paris.

« Semons l'anarchie » n° 6 est paru :
Historique et actualité de la Fédération Anarchiste. Retranscription intégrale de la Tribune libre télé du 27 février.
Le numéro 2 F. Abonnements (6 numéros, 10 F). Envois par 10 numéros : 10 F + frais postaux.
Un exemplaire gratuit sera adressé à ceux qui en feront la demande à :
Noël LEROUX,
47 bis, rue Henri-Barbusse, 44400 Rézé.

Gestion directe n° 9 est paru toujours gratuit. Numéro spécial « Les anarchistes et les syndicats », contact PUBLICO.

Un Comité de lutte objection s'est créé à Tours.
Pour tous contacts : groupe de Tours par les Relations Intérieures.

Le Groupe de Tours organise régulièrement des réunions d'études, des exposés-débats, animés par les membres du groupe, à l'intention des sympathisants libertaires.
● **JEUDI 10 AVRIL (20 h. 30)**
« NAISSANCE ET VIE DE LA C.N.T. »
(jusqu'en 1939)
par Roland IRRIBARRIA
● **JEUDI 24 AVRIL (20 h. 30)**
« ATHEISME, ANTICLERICALISME ET LIBRE PENSEE »
par Paul MAUGET

La réunion suivante aura lieu le jeudi 8 mai (20 h. 30) et contiendra en introduction un « RAPPEL HISTORIQUE DU 1^{er} MAI » par Roland IRRIBARRIA. Le thème de l'exposé principal sera communiqué dans le prochain MONDE LIBERTAIRE (mai).
●● **Pour le local** : s'adresser aux militants du groupe de Tours.

Campagne pour la libération de Marini.

Des cartes postales sont disponibles à la Librairie Publico. Elles vont par couple :
— 1 à envoyer à Marini (en signe de solidarité),
— + 1 à envoyer au Président du tribunal de Salerne (pour exiger la libération de Marini).
Participation aux frais :
1 F le couple.
4 F 5 couples.
7 F 10 couples.
0,20 F le couple au-dessus de 10 couples.

Le groupe Salons-de-Provence organise **toutes les quinzaines des réunions-débats** sur :

- le féminisme,
- l'antimilitarisme,
- la violence, la non-violence...
- la Révolution espagnole,
- le syndicalisme, etc...

Pour participation et contact :
PUBLICO - Rl, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Les organisations S.I.A., C.N.T.F., F.A.F., C.N.T.E., de la localité de La Rochelle, en étroite collaboration avec la Commission de Relations de Charente-Poitou, font savoir à tous les camarades que, pour les **3 et 4 mai 1975**, ils organisent à La Rochelle deux jours d'informations sur l'anti-fascisme international, avec stands de propagande et de la littérature anti-fasciste et libertaire.

Salle de spectacle de la Maison des Jeunes de La Rochelle, place du Marché.

Samedi 3 mai à 14 h 30 :
Projection d'un film sur la vie du compagnon Louis Lecoin : « Le cours d'une vie », suivie d'une causerie-débat sur le film et l'antifascisme.

Dimanche 4 mai à 9 h 30 :
Causerie et débat sur l'antifascisme international « D'hier et d'aujourd'hui » avec projection de film.

Dimanche 4 mai à 15 h :
Festival de variétés
Tirage de la **tombola** et de la **bourriche** en fin de programme.

L'Union Régionale du Centre, de la F.A., tire une affiche : « **Non à l'industrie nucléaire, ni bombes, ni centrales** », destinée à être collée durant la semaine antinucléaire nationale du 22 au 26 avril.

Commande à PUBLICO : 0,30 F pièce.

Publiée par le groupe Fresnes-Antony :

La transcription du passage à la télé de la F.A.

En vente à PUBLICO : 1 F l'exemplaire.

Le groupe Proudhon de Besançon édite une brochure « **Francisco Ferrer et la pédagogie antiautoritaire** », de Karl Schneider.

En vente à PUBLICO : 3 F.

FETE ANARCHISTE AUX MUREAUX (Yvelines)
Le 27 avril
Salle des Fêtes de la Mairie
Forum, débats, chansons
organisée par le groupe de Poissy et des Mureaux

COMMUNIQUE DU 4 MARS 1975

La Fédération Anarchiste s'adresse à l'ensemble de la presse française, à ses directeurs, ses journalistes et ses censeurs.

ALORS QUE depuis quelques semaines nos nombreux communiqués à la presse ont informé les journaux (mais jamais leurs lecteurs !) de l'amalgame irresponsable qui était fait entre tout gauchisme terroriste (qu'il soit allemand ou japonais) et le mouvement anarchiste social ;

ALORS QU'au cours de la Tribune Libre de FR3, la Fédération Anarchiste a ressenti la nécessité de faire une mise au point sur le prétendu anarchisme terroriste ;

ALORS QUE certains diffuseurs de notre presse se font agresser sans que la presse n'en parle ;

ALORS QU'en Espagne, qu'en Italie ou qu'en Allemagne des militants anarchistes crouissent dans des cachots, sans que quiconque ne s'en inquiète ;

ALORS DONC QUE la campagne antianarchiste bat son plein, activée par les fausses informations, le silence ou le dénigrement contre notre mouvement,

« **FORUM DEBAT** » du 8 au 29 avril au cinéma « 14 Juillet », M^o Bastille : 4 conférences les 8, 15, 22 et 29 avril exposition permanente.

Notre camarade M. LAISANT traitera le 15 avril à 20 h. de la démographie :

« LA PILLULE OU LA BOMBE »

Le directeur de la publication
Maurice Laisant

Imp. « E.P. »

232, rue de Charenton, Paris-12^e

Diffusion S.A.E.M.

Transports Presse

Commission paritaire : N° 55.635

Dépôt légal 2^e trimestre 1975

LA FEDERATION ANARCHISTE s'interroge sur les méthodes que ses militants devraient employer pour briser le mensonge ou le mutisme par lesquels, trop souvent, la presse persiste à nous dépeindre.

La Fédération Anarchiste rappelle que les libertaires n'utilisent le terrorisme que lorsque leur liberté d'expression n'existe plus et qu'ils ne se servent, alors, d'actes spectaculaires ou suicidaires que pour parvenir à s'exprimer. En fait, c'est toujours l'Etat qui emploie et secrète la violence : c'est toujours dans des cas de force majeure, lorsque la liberté et la vie humaine sont assassinées, que certains anarchistes se heurtent douloureusement à notre éthique qui est d'égalitarisme, d'entraide, de fraternité et de justice.

La Fédération Anarchiste voudrait savoir si la presse est donc systématiquement aux ordres d'un Etat ou d'un parti politique ? Si la libre circulation de l'information existe vraiment ? Si les journalistes sont censurés ?

Ce nouveau communiqué de presse nous en fournira la réponse.

FEDERATION ANARCHISTE.

quette ou téléphoner au 076-57-89.
13^e, 5^e, 11^e arrondissements
GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASO DURRUTI.

13^e, 14^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB.

15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-Moulineaux, Meudon
GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL
20^e arrondissement
GROUPE LYCEEN ANARCHISTE

BANLIEUE SUD
GROUPE KROPOTKINE - Bourg-la-Reine.

GROUPE ANARCHISTE.
Orsay-Bures

GROUPE LIBERTAIRE FRESNES-ANTONY.
GROUPE MASSY-PALaiseau, en formation.

GROUPE MAKHNOVTCHINA - Paray-Vieille-Poste.
CERCLE LIBERTAIRE RHONE-POULENC - Vitry-sur-Seine.

GROUPE NESTOR MAKHNO - Brunoy, Chennevières.

BANLIEUE EST
GROUPE ANARCHISTE VOLINE - Seine-Saint-Denis Sud.
Vincennes.

BANLIEUE NORD
GROUPE LA BOETIE - Nord des Hauts-de-Seine - Accueil : salle du centre administratif, place de la Mairie, Asnières, 2^e et 4^e mercredi du mois, à 20 h 30.
GROUPE ANARCHISTE DE POISSY - en formation.

TRESORERIE
ENVOYEZ VOS FONDS A :
YVONNE DALMENECHES
C.C.P. 14 277 86 PARIS.

Groupes de la Fédération Anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

Ecrire à Librairie Publico, Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Certains groupes ont signalé leurs adresses pour contacts dans la liste qui suit.

AIN

OYONNAX. Groupe Libertaire.
BOURG-EN-BRESSE. Liaison F.A.
ALLIER
MONTLUÇON-COMMENTRY.
Groupe Anarchiste.

ALPES-DE-HAUTES-PROVENCE
Liaisons Anarchistes. Contacts et informations. Problèmes communautaires.

ALPES-MARITIMES

NICE.
Groupe Anarchiste Insurrection.

AUDE

Groupe de Narbonne.

BOUCHES-DU-RHONE

MARTIGUES. Liaison F.A.
SALON DE PROVENCE.
Liaison F.A.

MARSEILLE

Liaison F.A.

CHARENTE-MARITIME

SAINTES.
Groupe Libertaire Louis Lecoin.
LA ROCHELLE. Groupe Anarchiste.
CHER
VIERZON. Liaison F.A.

COTE-D'OR.

DIJON.
Groupe Libertaire Sébastien Faure.

COTES-DU-NORD

GUINGUAMP. Présence Anarchiste.

DOUBS

BESANÇON
Groupe Bisontin. Groupe Proudhon.

DROME

EURE-ET-LOIR
CHATEAUDUN. Groupe Libertaire.
BONNEVAL. Liaison Anarchiste.

GIRONDE

BORDEAUX
Groupe anarchiste Sébastien-Faure.
Le groupe Sébastien-Faure se réunit chaque mois sur convocation. Une permanence se tient tous les mercredis de 18 h à 20 h au siège, 7, rue du Muguet, ouverte aux camarades et à tous les sympathisants libertaires.

HAUTE-GARONNE

TOULOUSE.
Groupe anarchiste.

HERAULT

MONTPELLIER. Groupe libertaire.

ILLE-ET-VILAINE

RENNES. Groupe Libertaire.
INDRE-ET-LOIRE
TOURS. Groupe Tourangeau.
CHINON. Liaison F.A.
AMBOISE. Liaison F.A.
JURA
Groupe de Dôle.

LOIRE

SAINT-ETIENNE. Liaison F.A.
Groupe anarcho-syndicaliste « Ni Dieu ni Maître ».

LOIRE-ATLANTIQUE.

NANTES. Groupe Anarchiste.
Pour tous contacts écrire à N. Leroux, 47 bis, rue H.-Barbusse, 44400 Rezé.

Groupe Gaston Couté. Pour tous contacts écrire à Georges Piou, 194, rue Jouaud, 44400 Rezé.

LA BAULE. Liaison F.A.

LOIR-ET-CHER

VENDOME. Liaison F.A.
BLOIS. Liaison Blois.
MER. Liaison F.A.
LOT-ET-GARONNE
AGEN.

Groupe Increvable Anarchie, édite « l'Increvable anarchie ».

LOZERE

MARVEJOLS. Liaison F.A.

MAINE-ET-LOIRE

ANGERS.
Liaisons F.A.
DURETAL. Liaison F.A.

MORBIHAN

VANNES. Groupe Anarchiste.
LORIENT. Groupe Anarchiste.

MEURTHE-ET-MOSELLE

NANCY.
Liaison F.A.
MOSELLE
METZ. Groupe Libertaire.

NIEVRE

NEVERS. Liaison F.A.

NORD

LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.
Groupe Thaza
PAS-DE-CALAIS
BETHUNE. Groupe François Villon.

PUY-DE-DOME

CLERMONT-FERRAND.
Liaison F.A.

PYRENEES-ATLANTIQUES

BAYONNE-BIARRITZ.
Groupe Anarchiste.

PYRENEES-ORIENTALES

Groupe Bakounine.
Edite « le Révolté ».

Local : 2, rue du Cimetière, Saint-Mathieu, Perpignan.

RHONE

LYON.

Groupe Anarchiste Lyon Espoir.

SEINE-MARITIME

LE HAVRE. Groupe Jules Durand..
BOLBEC LILLEBONNE.

Groupe Libertaire.
ROUEN. Groupe Libertaire Delgado-Granados.

SOMME

AMIENS. Groupe Anarchiste.

VAR

TOULON.
Groupe Anarchiste.

VAUCLUSE

AVIGNON. Liaison F.A.

VENDEE

Groupe Sables d'Olonne.

Vienne

POITIERS.
Collectif libertaire.

LIMOGES.

Liaison F.A.

YONNE

AUXERRE-AVALLON.
Groupe Anarchiste.

PARIS

LIAISON DES POSTIERS - EDITE « GESTION DIRECTE ».
GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL.

Local, 10, rue Planquette (rue Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE ou ABBESSES. Permanence assurée par les militants du groupe, chaque samedi à partir de 17 h. Contact avec les militants. Colloques. Pour tous renseignements, écrire au local du groupe, 10, rue R.-Plan-

N° 211	Pages
EDITO	
Chez Renault la mayonnaise ne prend pas	3
EN DEHORS DES CLOUS	
C'est la lutte finale par Carmen	4
Le coupable par P.V. Berthier	4-5
Sommes-nous tous des drogués ? par Mathilde Niel	5
ACTUALITES	
La réforme Haby par Alain	10
Le ridicule ne tue pas par B. Lanza	4
La réforme de l'entreprise par Patrick Berlhe	6
ACTUALITES SYNDICALES	
Un bonjour des assurances par Bernard et Bernet-Rollande	7
Manuest ou le triomphe du syndicalisme par J.P. Germain	11
L'Etat tutélaire... quand cela le sert ? par Paul Mauget	11
ETUDES	
Histoire du mouvement anarchiste en Allemagne par le secrétariat aux Relations Internationales	8-9
INFORMATIONS INTERNATIONALES	
L'affaire Marini par Philippe Mermin	16
L'affaire Lorenz par Jean Barrué	12
Au Portugal : militaires et communistes ont engagé le processus de fascisation par M. Joyeux	12
LITTERATURE ET POESIE	
Dans trente ans sous peine de périr tous par Maurice Laisant	14

EDITO

Chez Renault la mayonnaise ne prend pas !

Qu'on nous entende bien, chez Renault comme partout ailleurs les revendications des travailleurs sont justifiées. Mais ce qui est intolérable c'est la gymnastique qu'imposent les syndicats aux ouvriers, gymnastique qui n'a aucune chance de faire progresser les conditions d'existence du personnel, mais qui par contre introduit la politique dans l'entreprise et offre un terrain économique aux affrontements entre la majorité et l'opposition, entre le gouvernement et les communistes.

La crise économique qui secoue les pays industrialisés et par conséquent le nôtre, n'est pas une crise d'adaptation du système libéral aux évolutions scientifiques et techniques, mais une crise du régime lui-même, touché dans ses œuvres profondes. Les forces politiques qui s'affrontent en sont conscientes et la santé d'une entreprise comme Renault, par sa dimension, par ses structures, par le caractère de son prolétariat, par sa vocation à l'exportation, est un test vers lequel les yeux des politiciens de la majorité ou de l'opposition à la recherche d'un champ clos, sont fixés.

Dans le cadre du système d'économie libérale, la revendication des salaires a ses limites qui sont définies par la volonté de survie de la classe dirigeante et celle-ci ne lâchera que ce qui peut l'être sans mettre en péril ses intérêts. Si l'on veut mordre le trait, franchir la limite qui sépare le capitalisme libéral du socialisme, la revendication de salaire ne suffit pas, il faut toucher aux structures, abolir les différenciations de classes au sein de l'entreprise, en changer la direction et en répartir autrement les profits.

Cela le gouvernement et les partis le savent, les syndicats aussi ! Mais les syndicats savent également que leur abandon du syndicalisme révolutionnaire à vocation gestionnaire les cantonne dans la revendication journalière, les rend impuissants devant l'ampleur des transformations que la situation impose, et les oblige à laisser aux politiciens le soin de transposer les luttes sur le terrain politique où s'affrontent les politiciens de droite comme de gauche. C'est ce qui se produit chez Renault à travers une tactique et une stratégie tortueuses destinées à sauver la face.

On a voulu nous faire croire que ce conflit se déroulait uniquement entre les travailleurs et la direction. De qui se moque-t-on ? Le gouvernement en rejetant la responsabilité de la solution sur la direction a en fait dit non aux revendications des travailleurs car il sait bien que dire oui aurait déclenché des revendications en chaîne pour toute la métallurgie et mis en cause sa politique économique de blocage. Marchais lui, devant le fléchissement du mouvement, est venu à la rescousse. L'affrontement a changé de cadre, du terrain économique elle a été transportée sur le terrain politique, ce qui limitait encore les chances d'un succès.

Même s'ils ne se livrent pas à une analyse profonde de cette situation, les travailleurs de chez Renault ont bien compris que dans cette affaire tout n'était pas clair et c'est pourquoi malgré l'agitation déclenchée au Mans, la mayonnaise n'a pas pris ! Ce qui ne veut pas dire qu'une fraction importante d'entre eux ne soit pas d'accord pour un changement de structures de l'économie, mais simplement que les moyens employés dans le cadre de la situation économique actuelle leur semblent dérisoires.

Cette tactique « réformiste » d'approche pour, à travers la revendication journalière, engager les luttes qu'on voudrait décisives n'est pas simplement celle du parti communiste mais celle de tous les petits groupes ou partis marxistes qui, éblouis par le parti communiste, même lorsqu'ils restent à distance, continuent à tourner autour de lui comme attirés par sa réussite ! Et tous ces gens-là, du marxisme-libertaire au marxisme-léniniste en passant par le maoïsme à travers le vocabulaire incohérent dont ils ont le secret et où surnagent des mots à la mode, d'objectif, de subjectif, de dialectique, etc... essaient de vous convaincre que le réformisme est le premier pas vers la transformation révolutionnaire !

Il faut voir clairement les problèmes en évitant de tout mélanger dans une salade de mots à la mode marxiste. La revendication réformiste journalière pour améliorer le sort des travailleurs est nécessaire à condition qu'on la situe exactement à sa place qui est transitoire, momentanée, circonstancielle. Lorsqu'elle devient un élément de libération révolutionnaire, elle devient démobilisatrice par les illusions qu'elle répand. Elle est alors un élément de transposition sur le plan parlementaire, pour un règlement politique, de problèmes qui relèvent du combat révolutionnaire dans les entreprises.

Nous disons, nous, les anarchistes, qu'il faut poser devant les ouvriers de chez Renault comme devant la classe ouvrière, le vrai problème à la crise qui n'est plus seulement un problème de salaires mais un problème de structures économiques à l'échelon national. Que ce problème ne relève pas des politiciens et qu'il ne sera pas réglé par des affrontements à la Télévision entre Marchais, Chirac ou d'autres mais par les travailleurs. Nous disons, nous anarchistes, que ni le programme gouvernemental, qui est un programme de classe, ni le programme commun, qui est un programme réformiste dans le cadre du régime, ne régleront les problèmes fondamentaux des travailleurs de chez Renault ou d'ailleurs.

Les ouvriers ne sont plus des enfants, il faut leur parler clairement, leur expliquer la logique du système capitaliste, les limites de la revendication des salaires dans le cadre de ce régime, l'impuissance du système parlementaire, la volonté farouche de la classe dirigeante de se continuer en employant n'importe quel moyen et la nécessité de construire un mouvement révolutionnaire prêt à affronter les luttes décisives que la situation impose.

Et c'est seulement après avoir examiné la situation sans complaisance et en rejetant tous les tranquillisants qu'offrent les politiciens, que chez Renault comme ailleurs, la mayonnaise prendra !

AMIS LECTEURS

Les fortes hausses des prix enregistrées ces derniers mois nous ont obligés le mois dernier à augmenter le prix du journal.

Ces mesures toujours désagréables mais dont vous comprenez l'impérieuse nécessité, ont exigé de votre part un effort accru de soutien, car c'est lui, en définitive, qui conditionne l'existence du journal et par lui la permanence de nos idées. Pendant ces dernières années, particulièrement difficiles, nous « avons tenu le coup ». Mais essayons de faire mieux.

Le développement du journal dépend entièrement du soutien et de l'aide que vous lui apportez. Nous ne doutons pas que vous continuerez à faire le maximum.

Les administrateurs :

Roland BOSDEVEIX - François GARCIA

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à LIBRAIRIE Rédaction - Administration
PUBLICO 3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Compte postal Paris 11289-15 Tél. 805.34.08

Prix de l'abonnement

France :	Etranger :
6 numéros 20 F	6 numéros 30 F
12 numéros 40 F	12 numéros 60 F
sous pli fermé :	Par avion :
6 numéros 30 F	6 numéros 39 F
12 numéros 60 F	12 numéros 68 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom :

Prénoms :

Adresse :

..... Code postal

.....

.....

A partir du numéro

☐ Abonnement

☐ Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

☐ Chèque postal

☐ Chèque bancaire

☐ Mandat-Lettre

C'est la lutte finale (resic) !

On sait depuis toujours que nous nous battons aussi farouchement contre les cléricaux, les militaires, les fascistes que contre les communistes.

Il est fréquent de s'entendre traiter de bourgeois, de réactionnaire, lorsqu'on s'oppose à ce fameux parti des ouvriers, du prolétariat malheureux, lorsque aux heures des urnes et surtout de ces faux-défenseurs du peuple accourus de la faucille et du marteau.

Cependant le dialogue avec ces lamentables troupeaux de gauche entraînés par quelques tristes personnages plus intéressés par l'implantation d'une doctrine que d'un socialisme véritable, est le devoir du militant anarchiste, qui sait lui, que l'écrasement de la Révolution russe ont pour auteur ces mêmes ogres avides de pouvoir, écumant de haine sanguinaire pour le peuple.

Nous comprenons fort bien que ce peuple qui n'est ni bon ni mauvais, mais qui veut le moindre mal dans le pire des cas, fasse vaguement confiance à un organisme soi-disant protecteur de la liberté et de l'égalité.

En fait à l'exception de ceux qui en vivent, de ceux qui profitent de l'équivoque qu'a dans la masse publique le mot « communisme » (qui sait ce qu'est le communisme ?) qui voit l'horrificante étendue de ce système autoritaire, de cette dictature d'un prolétariat-modèle, plus docile, plus trompé, plus esclave que partout ailleurs dans le monde ? Déjà à son époque Proudhon s'était aperçu de l'extraordinaire supercherie qu'avaient combiné les amis de Marx.

« Les communistes n'ont d'autre tort à mes yeux, que de porter un nom sous lequel les gens voient des idées et des projets qu'eux-mêmes repoussent »...

Et cela n'importe quel militant en vendant son journal, ou en discutant avec ses collègues de travail peut le vérifier chaque jour auprès de ces « cocos » si bornés, si niais, il faut bien le dire, y compris de tous les gauchistes tant soit peu formés idéologiquement.

Bien sûr, une même masse de pantins roule derrière le Parti socialiste ou autres partis d'appellation socialiste et elle est tout aussi attaquant sur son ignorance et sa confiance intéressée confirmée par un bulletin de vote.

Avec l'exemple hallucinant de la Russie muselée, d'où ne sortent que des tanks, des fusées, des appareils de guerre

hautement perfectionnés, qu'espère donc cette meute massée derrière le P.C. qui ne cherche pas à analyser les théories qui ont acculé un Kremlin à bâillonner et amoindrir les travailleurs nobles et fiers de Russie ?

Est-ce que la mise en pratique des inepties de Marx, Staline ou Lénine appliquées chez nous donnera d'autres résultats ?

En U.R.S.S. on réclame encore le droit de créer une Ligue des Droits de l'Homme ! Aujourd'hui, même des pays comme l'Espagne ou la Grèce arrivent à autoriser une semi-démocratie afin de contenir dans un pays cette masse qui fait la production, qui fait avancer le progrès par ses luttes, ses grèves, ses travaux et cette élite qui accorde les crédits et les libertés. En Russie aucun rafistolage du système n'est possible car de la moindre faille faite à la carapace stalinienne découlerait l'inévitable révolte qui suit lorsqu'un peuple trop longtemps étouffé reprend espoir dans la liberté.

Certes nous sommes une minorité devant une gauche lamentable, d'accord pour des luttes bifteckardes, pas d'accord pour exiger l'usine aux travailleurs, et l'égalité des salaires dans la tâche à accomplir.

Les anarchistes ont de tout temps joué les assistantes sociales dans les syndicats, les prud'hommes, se prêtant à ce réformisme désintéressé pour bien démontrer que des soulèvements dans un système féroce et pourri ne sont que les miettes des festins patronaux, alors que les syndicalistes à la solde des partis font miroiter ces bribes de succès arrachés à coup de grèves comme d'éclatantes victoires.

Ainsi lorsque l'autre soir, à la télévision, on a rappelé que la C.G.T., la vraie, était due aux anarchistes qui en étaient alors partie intégrante, les réactions des ignorants communistes n'ont pas tardé à se manifester.

Quelles est donc la différence entre cette C.G.T. d'avant 1914 et celle d'aujourd'hui qui n'a de révolutionnaire que le titre usurpé à ses créateurs ?

Je laisserai le soin aux lecteurs de rechercher (ou de nous commander) les ouvrages se rapportant à la C.G.T.U., la C.G.T.S.R., parlant de personnages tels que Pelloutier ou Besnard, afin d'établir des parallèles avec des larves dénommées Duclos, Ségué, Maire ou Bergeron.

Le ridicule ne tue pas...

Non, il ne tue pas le ridicule, nous ne le savons que trop, sinon il serait mort et enterré le maire « centriste » de Viry-Châtillon. Un centriste, un homme du « marais », de la « plaine » (comme disaient nos ancêtres de 1789), c'est peu suspect de sympathie pour les idées révolutionnaires, ça se dit démocrate, ça fréquente l'église, c'est « modéré »...

Pourtant, il n'a guère fait preuve de sa « modération », ce maire « libéral », lorsque, usant de son autorité, il a envoyé, à l'aube du vendredi 7 février, des bulldozers démolir la Maison des jeunes et de la culture de sa commune. Tout a été rasé, brisé, éventré. Quel crime odieux avait donc été commis entre les murs de cet édifice, quelle sombre machination y avait-on préparée ? Pensez, braves gens : on y pervertissait une jeunesse innocente en y parlant du Chili, du centenaire de la Commune de Paris ; on y avait même — ô scandale ! — projeté « Histories d'A » (à cette heure où le père Debré réclame à cor et à cri ses 100 millions de petits Français, 100 millions de petits « robots », ainsi que le chante Maxime Le Forestier). Quelle honte, quelle dépravation ! Ça ne pouvait plus durer ainsi, il en prenait des jaunisses, ce digne maire centriste... alors, il a sorti son revolver... non, pardon, son bulldozer.

Je ne connaissais pas cette M.J.C., j'ignore si des « cocos » y faisaient la pluie et le beau temps, comme certains se sont empressés de le dire. Ce que je constate, c'est qu'on ne respecte pas la liberté d'expression dans ce pays, qu'on ne tolère pas que la culture soit autogérée, qu'on veut nous obliger à penser « dans le droit chemin », celui du monde du fric et de la recherche du profit. Oui, je sais

L'émancipation des classes opprimées ne se fera jamais par le communisme d'Etat et notre but est justement de lutter pour cette émancipation et contre ceux qui s'y opposeront.

Les communistes s'y opposèrent déjà en 1870 en déchirant l'Internationale par des polémiques politiques.

Ils sont nos adversaires de toujours, ayant déjà prouvé à maintes reprises qu'ils étaient d'aussi bons exterminateurs pour les révolutionnaires que les nazis pour les juifs.

La puissante propagande du P.C. canalise vers lui de nombreux travailleurs, et c'est à nous de ramener vers notre philosophie rationaliste ceux qui prennent une carte comme un billet pour le socialisme et qui sont forcés de descendre au quai « des couilons de la lune ».

CARMEN.

ce que de petits malins vont nous dire : « De quoi vous plaignez-vous ? Votre canard paraît librement, et vous avez même eu droit à une Tribune Libre, sur FR3, vous les anars ». Quelle dérision ! Nos 16 pages mensuelles, œuvre de nos camarades et de nos sympathisants, face à une presse engraisée par la publicité et les partis politiques ; un quart d'heure d'antenne pour exposer nos idées, alors que chaque jour, on essaye de faire endosser par les « anarchistes » tous les actes de terrorisme !... Vous trouvez la part égale ?

Une anecdote, en passant : le quotidien lyonnais « Le Progrès » annonce chaque jour, dans sa rubrique de télévision, le sujet qui sera traité au cours

de la Tribune Libre de la 3^e chaîne. Tous les jours... sauf le jeudi 27 février, où il a oublié. Bizarre ! c'est ce jour-là, justement, que notre Fédération anarchiste s'adressait aux téléspectateurs.

Oui, le maire de Viry-Châtillon est allé jusqu'au bout, lui, pour fermer la gueule à ses jeunes « contestataires », mais combien sont-ils, de ses semblables, qui, au nom de la liberté, rêvent de nous parquer dans des camps de concentration, ou de nous enfermer dans des asiles psychiatriques, nous tous les « en-dehors des clous », les révoltés, les « cœurs purs » ?... C'est cela, à n'en pas douter, le fascisme ordinaire.

Bernard LANZA.



Le coupable

Jean Elleinstein, écrivain communiste, auteur d'une Histoire de l'U.R.S.S. dont quatre tomes ont paru, a choisi les colonnes du quotidien le Monde (15 février 1975) pour répliquer à Soljenitsyne. Il prend soin de démontrer que l'auteur de l'Archipel du Goulag est un écrivain anti-socialiste qui prend prétexte des atrocités commises sous Staline pour combattre le régime communiste. Ce qui, du reste, nous paraît équivalent à enfoncer une porte ouverte : il est certain, il est admis, il est prouvé que Soljenitsyne hait le communisme, et même qu'il l'exècre abominablement. Mais pourquoi le déteste-t-il à ce point ? Si ce régime ne l'avait pas persécuté, ne lui avait pas infligé des souffrances injustes, sans doute le haïrait-il moins, et peut-être même ne le haïrait-il pas du tout.

Soljenitsyne en veut au bolchevisme parce qu'il le rend responsable des maux qu'il a subis, et de ceux que le peuple russe a endurés sous Staline, qui fut pendant plus de vingt ans le chef indiscuté, glorifié et adulé du communisme soviétique et international. Il ne pardonne pas au bolchevisme d'avoir engendré de telles horreurs, dont Jean Elleinstein ne conteste d'ailleurs ni la réalité ni la description qu'en fait le romancier russe (Elleinstein admet que « près de 500.000 communistes, les trois quarts des membres du comité central, la plupart des secrétaires de cellule, périrent fusillés ou en déportation » : Staline a tué plus de communistes que Hitler et Franco réunis). Mais mettons-nous à la place de Soljenitsyne. Agirions-nous autrement ?

Toute mauvaise action que commet un régime est, un jour ou l'autre, exploitée contre lui. Quand on parle des camps d'extermination allemands, ce n'est pas seulement Hitler qu'on en accuse, mais le III^e Reich et le national-socialisme, et même tout le parti fasciste et profasciste en général, et les communistes eux-mêmes ne se privent pas d'opérer des assimilations et des amalgames, parfois téméraires, mais parfois fondés. (La moindre décision contestable de Giscard d'Estaing n'est-elle pas imputée souvent par eux, non point seulement à lui, mais à tout le parti capitaliste ?) C'est que la volonté d'un homme, fût-ce un dictateur, ne constitue qu'un élément dans un processus qui peut être rendu fatal par la mentalité collective dans une communauté qu'une doctrine perverse a corrompue. Il n'est donc pas étonnant que les millions de morts de la période stalinienne soient portés par certains au compte non seulement de la cruauté de Staline mais aussi de l'inhumanité du bolchevisme, tout comme les persécutions de l'époque impériale étaient reprochées au régime tsariste beaucoup plus qu'au tsar lui-même.

Ce n'est pas cela, à vrai dire, qui est en cause. La véritable question est celle que pose Jean Elleinstein dans le titre même de son article : « Marx est-il coupable ? ». Autrement dit : doit-on faire remonter à Marx (via Lénine) la responsabilité de l'effroyable tragédie qui déshonora le règne du despote ?

Naturellement, Jean Elleinstein répond « non ». Selon lui, Soljenitsyne a tort, pour commencer, d'estimer que « la répression de masse des années 30 à 50 » (admirez le charme euphémique du vocabulaire...), c'est-à-dire la terreur stalinienne, fut le

Sommes-nous tous des drogués ?

Officiellement, 10 % des jeunes Français se droguent. En réalité, le nombre des drogués dépasse beaucoup ce pourcentage. Agés de 14 à 40 ans, ils sont maintenant de plus en plus nombreux ceux qui, lassés des joutes politiques, des révolutions manquées et de nos tristes buts de vie, croient trouver dans le haschisch ou l'héroïne un soulagement à leur angoisse ; la drogue est une forme de résistance passive, une façon nouvelle de contester un ordre social et des valeurs qui semblent bien installés, mais dont on ne veut plus.

La grande majorité méprise les « junkies » et les condamne moralement, la police les traque parfois, les parents ne comprennent plus ce qui arrive à leurs

enfants ; certains regrettent le temps où les enfants se révoltaient ouvertement contre leurs valeurs et leur autorité ; ils restaient au moins de leur monde, celui du conflit et du combat ; avant la drogue, c'était le « conflit de générations », où l'on pouvait encore saisir l'adversaire et le combattre ; depuis la drogue, l'ennemi de l'ordre établi s'est transformé ; il a rompu avec le monde du conflit et s'est rendu insaisissable.

Mais ceux qui condamnent si facilement les « junkies » que leur univers du fric, des gadgets et de la bagnole a d'ailleurs engendrés, ne sont-ils pas également des drogués ? L'alcool, le tabac, ces drogues « nobles », autorisées, sinon recommandées par la publicité, ne font-elles pas

des victimes des milliers de fois plus nombreuses que celles du haschisch, du L.S.D. et de l'héroïne ?

Et que dire du tiercé, de la TV, de la voiture, de l'érotisme, de la course à l'argent, au pouvoir et à la consommation ? Ne sont-ils pas également des somnifères de l'intelligence et du cœur ? N'ont-ils pas pour but de nous faire oublier, comme la drogue, toutes nos frustrations et nos refoulement d'hommes inépanouis ? Et puis, il y a les drogues idéologiques, le nationalisme, le marxisme, le racisme, etc. ! Les drogues chimiques dites « dures », avec leur centaine de victimes annuelles ne sont-elles pas relativement « douces » si on les compare aux millions de victimes des drogues idéologiques ?

En réalité, il existe deux sortes de drogues : les drogues conventionnelles, autorisées, et les drogues marginales, interdites. Les unes et les autres font miroiter à leurs adeptes les mirages du bonheur absolu. Seulement, les drogues conventionnelles sont fondées sur la compétition, sur la lutte, sur la haine et la violence : lutte entre individus pour obtenir le pouvoir, la richesse, le standing, lutte entre partis et entre tendances, guerre froide ou chaude entre nations, etc. Tout simplement, les fumeurs de hasch, les amateurs de drogues dures ou douces, ne veulent plus des drogues conventionnelles : ils ne veulent plus mourir physiquement au champ d'honneur ou dans les camps de concentration ni mourir spirituellement en devenant des machines à produire et à consommer des objets et des media ; ils ne veulent plus des frontières qui nous divisent.

En réalité, si on réprime les drogués marginaux, c'est pour les faire rentrer dans le vieux système des drogues conventionnelles. Car, dans notre société, fumer de la marijuana ou du haschisch, c'est mal ; mais fabriquer des bombes nucléaires ou des « Mirage », c'est bien.

Face au problème de la montée de la drogue, les dirigeants, comme les hommes politiques de droite ou de gauche, sont embarrassés : ces contestataires new-look qui se détournent de leurs valeurs vétustes et de leurs slogans éculés, ce sont des mi-

litants, des producteurs, des électeurs en moins. Mais d'autre part, ces révoltés passifs, retirés dans leurs chambres enfumées ou dans leurs communautés, ne sont pas dangereux. Grâce à eux, finies les manifs et les grèves ! Eloignées, les menaces de révolution ! C'est pourquoi la répression contre la drogue reste, malgré tout, inefficace. En réalité, se procure de la drogue qui veut, à Paris ou à Amsterdam. Que nous soyons des moutons conventionnels ou des moutons marginaux, l'important pour le pouvoir c'est que nous restions des moutons !

On voit alors le danger que la drogue fait courir aux contestataires : celui de faire le jeu, par leur passivité, de l'ordre établi.

N'oublions pas que l'effet majeur des drogues officielles, c'est d'endormir notre esprit critique et notre conscience, c'est de nous faire perdre notre autonomie, c'est de nous faire accepter que nos facultés de création, de solidarité et d'amitié soient refoulées, c'est de cultiver nos tendances égotistes et de nous faire supporter notre solitude.

Or les drogues marginales jouent le même rôle aliénant ; elles créent de nouvelles dépendances (à la drogue et à ses fournisseurs). Les paradis artificiels laissent chacun à sa solitude ; même si l'on est plusieurs, chacun fait seul son « voyage », sans communiquer ni créer avec l'autre ; au réveil, une fois dissipées les impressions merveilleuses, on se retrouve avec son anxiété et son instabilité accrues, tandis que la conscience et les possibilités d'action sont amoindries, jusqu'à ce qu'elles deviennent presque inexistantes.

Les drogués ont tendance à constituer de petites sectes fermées, opposées au monde réel et sans communication avec lui ; ils attendent sans agir que le miracle d'une société nouvelle s'accomplisse tout seul.

C'est ainsi que, malgré leur attitude de refus vis-à-vis de l'organisation et des valeurs de notre société, les drogués entrent, malgré eux, dans le système — non seulement parce qu'ils enrichissent les trafiquants aux dépens de leur santé et au risque de leur vie — mais parce qu'ils conservent les structures men-

tales et le mode de relation fermé et égotiste hérités du passé. En fait, ils sont perdus pour l'action vers un changement en profondeur individuel et social.

Contester, c'est d'abord chercher à mieux se connaître et à se transformer soi-même ; c'est vivre avec les autres un mode créatif et constructif de relations ; c'est refuser ce monde de conflit et de haine, non passivement, mais en créant une nouvelle façon de vivre avec les autres, en cherchant les moyens de hâter la transformation de la société.

C'est pourquoi la multiplication de groupes et de communautés d'esprit libertaire est indispensable, à condition que dans ces groupes on ait appris :

- à découvrir ses propres aliénations ;
- à écouter l'autre et à le comprendre ;
- à éveiller au maximum sa conscience et son esprit critique ;
- à s'autogérer ;
- à travailler en équipe, à créer ensemble dans un esprit égalitaire ;
- à se relier aux divers groupes et communautés par des échanges nombreux, donc à acquérir l'esprit fédéraliste, qui est le refus de la fermeture sur sa secte fermée ;
- à agir créativement sur le monde et à accomplir une œuvre éducative.

Face à la situation actuelle et aux dangers de toute sorte qui nous menacent, nous avons besoin de consciences aiguës et non de consciences assoupies, d'être de plus en plus autonomes et non dépendants, de confiance en la vie et en l'homme et non de désespoir, de nous ouvrir largement au monde et non de nous replier sur des sectes fermées et sécurisantes ; en un mot, nous avons besoin d'action intelligente et réfléchie et non d'abdication. Il nous faut chercher ensemble, inventer, évoluer.

La tâche est immense : tout est à repenser, à reconstruire et nous sommes peu à l'entreprendre. La société tend à nous rendre infantiles et dépendants. Pour la changer, il faut d'abord nous comporter en êtres adultes et autonomes.

Mathilde NIEL.

fruit naturel et le corollaire normal de la terreur rouge de 1917-1925. C'est, explique Elleinstein, un faux raisonnement, car cette dernière n'était rien d'autre que la réplique à la terreur blanche, dont on a trop tendance à oublier les victimes. Sur ce point, il a en partie raison : les bolcheviks ont été entraînés à répandre à flots le sang de leurs ennemis parce que les « blancs » se conduisaient en bêtes carnassières, multipliant les exécutions en série et les incendies de villages. Tout cela est réel. Mais la démonstration pêche par deux omissions très importantes.

D'autre part, les bolcheviks, pour s'assurer l'exclusivité d'un pouvoir qu'ils convoitaient avidement et qu'ils voulaient aussi absolu que celui qu'ils venaient d'abattre, ne se bornèrent pas à tuer les ennemis de la révolution : ils exterminèrent leurs alliés de la veille, qui avaient simplement sur la politique révolutionnaire des conceptions différentes des leurs (comme M. Mitterrand et M. Krivine ont, sur le socialisme futur, des vues qui ne concordent pas en tout avec celles de M. Marchais). D'autre part, quoi qu'en puisse dire M. Elleinstein, le principe de l'élimination systématique de toute concurrence, de tout ce qui menace de faire un peu d'ombre au parti, ce principe admirablement mis en pratique par Staline en son système de terreur était déjà inscrit dans la voie qu'avait tracée Lénine, et même dans celle qu'avait ouverte Marx lors de ses campagnes de calomnie contre Bakounine aussi bien que lors des menées qui liquidèrent la I^{re} Internationale.

Si, comme l'écrit Jean Elleinstein, le Christ — en admettant qu'il ait existé — ne peut être tenu responsable des excès de l'Inquisition, la préméditation des crimes de Staline figure, en revanche, à l'encre sympathique dans le testament que le socialisme autoritaire a reçu de Marx et de Lénine, moins sans doute en ce qui concerne leur enseignement théorique qu'en ce qui a trait à leur tactique de politiciens. Il y a une continuité marxiste très orthodoxe dans la « répression de masse des années 30 à 50 », et c'est un peu abusivement que Jean Elleinstein le nie pour faire pièce à Soljenitsyne.

En tout cas, c'était bien l'avis des communistes français contemporains de la terreur stalinienne. Les plus autorisés, les plus fidèles d'entre eux, par exemple Maurice Thorez, Jacques Duclos, Louis Aragon, André Wurmser, ont estimé que cette « répression de masse » se situait dans la droite ligne du marxisme. Aujourd'hui, l'interprétation officielle a varié. Le désenvoûtement, l'opportunisme, le recul, tout cela a joué, mais surtout l'orientation donnée du Kremlin par l'Etat tout-puissant. Quoi de plus suspect ?

La vérité, c'est que la terreur stalinienne n'est pas plus un fait socialiste que l'Inquisition n'est un fait chrétien, et, en l'écrivant, Jean Elleinstein a mille fois raison. Mais il ne va pas jusqu'au bout de la logique. Ce qu'il faut ajouter, c'est ceci : la terreur stalinienne est un fait marxiste d'Etat comme l'Inquisition est un fait catholique d'Eglise ; le catholicisme est une déformation grossière et cléricale du christianisme, et le marxisme une déviation partisane et dangereuse du socialisme. Une doctrine qui implique une dictature, fût-elle prolétarienne, conduit à tous les abus de pouvoir de la part du parti unique et du guide génial ou providentiel. Bakounine l'avait prévu et annoncé ; voilà pourquoi Marx le combattit et le calomnia, et voilà pourquoi — suivant la leçon de Marx, premier et grand coupable — les marxistes russes éliminèrent les militants bakouniniens, et pourquoi le supermarxiste Staline continua sur leur lancée à éliminer et à éliminer toujours, pour exclure tout ce qui risquait de concurrencer son pouvoir.

Ici, l'accusé n'est pas le socialisme. C'est son succédané liberticide issu de Marx, fondé par Lénine et figé définitivement avec le sang de ses propres adeptes par le meilleur élève de ces deux maîtres, le disciple dont les marxistes avaient fait leur dieu.

P.-V. BERTHIER.

SOUSCRIPTIONS	
Borgetto	20,00
Gaigallo	10,00
Voline	5,00
Vigand	5,00
Blanpignon	16,00
Jacob	2,00
Palidoni	10,00
Hervé	2,00
Olivier	5,00
Rodriguez	67,00
Dupuy	10,00
Borrets	10,00
Jean-Philippe	11,00
Daniel	10,00
Thierry	10,00
Bernarel	5,00
Patrick	7,50
Drouim	10,00
Jean-Marc	6,25
Godeffroy	10,00
Hervé	3,50

RENÉ GUILLOT N'EST PLUS

Celui qui nous quitte laissera son nom intimement lié à celui du mouvement anarchiste individualiste.

Après la retraite et la fin d'Emile ARMAND, il a été l'animateur du foyer individualiste et l'auteur du livre sur le directeur de « l'en dehors ».

Mais le plus bel hommage et le plus mérité est celui que l'on peut rendre à sa disponibilité d'esprit, à cette remise en question de ses actes et de ses pensées, sans laquelle nul n'est anarchiste au sens profond du terme.

J'ai été témoin de ses renversements de point de vue, en qui des esprits superficiels n'auraient vu qu'une versatilité, alors qu'ils étaient le fruit de la réflexion et la preuve de la bonne foi.

Alignant sa vie sur ses conceptions, il s'était efforcé de vivre aussi indépendamment que possible (ce qui n'est guère facile dans ce monde) sans asservir personne et sans être asservi.

A Michèle, sa compagne, qui fut de toutes ses luttes, notre fédération adresse le souvenir ému qu'elle doit à notre cher René GUILLOT.

La réforme de l'entreprise

S'il fallait attribuer deux qualités aux politiciens qui nous encadrent nous dirions sûrement l'ingéniosité et l'art de l'hypnotisme. Le capitalisme se débat dans ses contradictions comme un nageur débutant dans une piscine trop profonde ; un refus des structures économiques et sociales s'exprime de plus en plus nettement ; les valeurs morales de notre société autoritaire et mercantile sont contestées parce qu'elles avilissent l'homme.

Alors, il faut sauver les meubles : les élections et les réformes sont là pour cela. Comme il est impossible d'organiser des élections tous les dimanches, les réformes garnissent les temps morts. Après celle de l'école qui provoque déjà des remous, voici celle de l'entreprise. Encore un os jeté à la meute pour qu'elle modère ses instincts. Pour faire une réforme dont on parlera, voici la recette. Prendre la société actuelle, retirer les déchets — les contestataires de tout poil — ajouter des ingrédients divers — participation, autonomie, entente cordiale, responsabilité — saupoudrer de démagogie — pas trop pour que cela reste digestible — et passer au four de la démocratie — avancée ou non. Pour que le plat soit apprécié des invités, il est recommandé de le laisser cuire pendant trois ou quatre séances de bavardages parlementaires et de le servir à chaud. Au moment de servir, préciser qu'il n'y a rien d'autre à déguster : c'est cela ou rien. Il est possible et même souhaitable de balancer quelques paires de claques-chantage, — licenciement, CRS... — à ceux qui feraient preuve de mauvaise volonté.

Nous pourrions en rire si cela restait un jeu. Mais ce n'est pas le cas. Ce projet de réforme présente de graves dangers bien qu'il ne soit qu'une nouvelle tentative de récupération et de canalisation de la lutte des classes.

Le Comité Sudreau qui a pondu le rapport, a constaté, d'une part que l'entreprise est un facteur de progrès économique et humain, d'autre part que le dialogue entre partenaires sociaux est de plus en plus difficile. Partant de cela, le comité préconise cinq mesures :

— *amélioration des conditions de travail : revalorisation des travaux manuels, réduction du travail de nuit ;*

— *déconcentration de la conception, de l'exécution et du contrôle des décisions ;*

— *favorisation de la promotion interne : formation permanente ;*

— *élimination des discriminations à l'égard du travail féminin.*

Les modalités d'application de ces mesures seront de deux sortes. Il faut d'abord — et c'est cela le plus dangereux — considérer le syndicat comme un partenaire social à part entière

et l'intégrer à la vie de l'entreprise par le biais des accords contractuels et de l'augmentation de ses moyens ; il faut également promouvoir une participation des salariés aux organismes de gestion et de contrôle existants : comité d'entreprise, conseil de surveillance, conseil d'administration.

N'ayez aucune crainte pour les capitalistes. Le comité ne les a pas oubliés. Pour eux, il est prévu une adaptation du droit des sociétés au contexte économique actuel, une revalorisation de la situation des actionnaires et l'application progressive de nouveaux statuts des sociétés. Il est proposé trois nouveaux types de sociétés :

— *la société des travailleurs associés (sans capital social) ;*

— *la société à gestion participative dans laquelle une partie du capital appartiendrait collectivement aux travailleurs salariés ;*

— *l'entreprise à but non lucratif : intermédiaire entre l'association et l'entreprise.*

Le but final de cette réforme est d'instaurer la cosurveillance et, à plus long terme, la co-gestion telle qu'elle se pratique en R.F.A. La position des salariés serait minoritaire, c'est-à-dire qu'ils détiendraient au maximum un tiers des sièges.

Le préambule du rapport dit : « ...Mais il reste que l'entreprise ne sera EFFICACE et ne SERVIRA VRAIMENT LES FINALITES ECONOMIQUES ET HUMAINES que l'on attend d'elle que si elle n'est pas en décalage par rapport aux ASPIRATIONS DOMINANTES ». Le but est clair. Il ne s'agit pas de faire de la gestion ouvrière mais de promouvoir des améliorations qui permettront, d'une part d'augmenter l'efficacité de l'entreprise — entendons accroissement des profits — d'autre part de faire asseoir à la même table exploiters et exploités.

Cet ensemble de mesures est une perche tendue aux syndicats pour qu'ils deviennent les interlocuteurs préférés et dociles des patrons. En intégrant les syndicats dans un schéma global d'amélioration de la société, les capitalistes détruisent du même coup la principale arme défensive et offensive des travailleurs. Ne comptons pas sur les anarchistes pour assurer l'autogestion de la misère. Non seulement nous nous permettrons encore et toujours de combattre les structures qui nous étouffent mais nous oserons proposer des solutions de rechange à ce bordel économique et social. Nous entendons déjà les peureux clamer que les anarchistes sont des gens de mauvaise foi, des utopistes. Comme l'a dit un écrivain dont je ne me souviens plus du nom : « Le tort des utopistes c'est d'avoir raison trop tôt ». Loin d'être des utopistes, il se trouve que l'actualité nous a récemment donné

raison sur la capacité des travailleurs à gérer directement leurs outils de travail (Lip, Titan-Coder, Manuest, et bien d'autres grèves encore). Les entreprises actuelles sont gérées par des personnes qui, une fois sur deux, n'ont aucune compétence. Les conseils d'administration sont des refuges pour patrons retraités qui ne veulent pas quitter le milieu des affaires. Précisons que leur incompétence et leur léthargie sont récompensées assez largement par les tantièmes et les jetons de présence. Ces administrateurs jonglent avec la finance et les travailleurs. Lorsque les affaires tournent à la faillite, on jette les salariés sur le trottoir et on recommence la même musique avec une raison sociale différente.

Comme tous les projets de réforme, celui-ci est riche en formules pompeuses et en néologismes économiques. Au-delà des mots, c'est la volonté de concilier des intérêts fondamentalement opposés, ceux des exploiters et ceux des exploités.

Il s'agit de rendre moins douloureuse la tyrannie du Capital en associant les salariés à leur propre exploitation. Notre perspective est tout autre. Notre but est la GESTION OUVRIERE où les structures hiérarchiques et autoritaires de l'entreprise seront abolies, où les travailleurs seront non les contrôleurs de la gestion d'autres personnes mais les gestionnaires directs de leurs propres outils de travail. Leurs responsabilités ne seront pas superficielles et partielles mais totales. Les relations entre entreprises ne seront plus basées sur la concurrence mais sur la solidarité fédéraliste. Le but des activités économiques ne sera plus le profit en fabriquant des gadgets aussi inutiles que dangereux mais la satisfaction des besoins de la vie sociale des hommes.

Ce que les anarchistes préconisent ne peut s'inscrire que dans un autre cadre, égalitaire, fédéraliste, où tout partira de l'homme pour arriver à l'homme. La gestion ouvrière est globale et concerne toutes les acti-

vités humaines, de la production à la culture en passant par la science et l'école. Comment cela se fera-t-il ? Sûrement pas d'un coup de baguette comme le prétendent les marxistes qui veulent vider l'Etat de son contenu bourgeois pour le remplir d'un contenu démocratique. TOUTE AUTOGESTION REELLE SUPPOSE LA SUPPRESSION DE L'ETAT, catalyseur de l'autorité. Nous ne croyons pas à « l'homme-providence » qui va bouleverser les choses mais à la force potentielle de création et d'organisation de la masse des exploités. Ces capacités peuvent s'exprimer à l'occasion de grèves gestionnaires généralisées à tous les secteurs et qui concrétiseraient le début de la construction de la société libertaire.

Nous n'avons qu'une chose à dire aux capitalistes : faites vos valises et partez avant que les travailleurs vous mettent à la porte car, si vous avez besoin d'eux, eux n'ont pas besoin de vous.

Patrick BERLHE.

Les « jeunes » une génération sacrifiée.

Si la crise, dite du pétrole, ne s'était pas déclarée en fin 1973 pouvons-nous affirmer que tous les jeunes auraient trouvé un emploi ? A notre humble avis, la situation serait identique ; l'état d'esprit conservateur des responsables patronaux n'aurait rien fait pour faciliter l'accès des jeunes « disponibles » à une situation rétribuée. La perturbation, provoquée par les possédants de l'or noir, a été un prétexte inespéré pour masquer la volonté patronale de laisser les jeunes manger un peu, ou beaucoup, de vache enragée. Actuellement la décélération du taux de croissance justifie toutes les mesures que peuvent prendre les employeurs afin de sélectionner habilement la main-d'œuvre qu'ils utilisent. Le chantage au chômage possible est une heureuse aubaine pour les grands comme les petits patrons.

Depuis l'excitation sociale de 1968, les employeurs ont pratiqué comme « règle d'or » l'élimination des jeunes du marché du travail ; ces derniers sont trop ardents et dy-

namiques pour être introduits au milieu de la classe productrice habituelle. Tant que l'on pourra se passer de la jeunesse, on se gardera bien de l'utiliser, on tiendra comme on pourra ; mais l'entêtement imbécile des responsables de ce refus ne cessera pas de si tôt. Bref on laisse vieillir cet apport de sang nouveau, en ignorant l'avenir, plus tard, c'est-à-dire trop tard, on pensera à eux.

J'espère que les syndicats vont peut-être, établir avec les comités d'entreprise un plan et une campagne pour l'admission des jeunes sur le marché du travail.

Il est inutile de répéter, une fois de plus, qu'un dégageant massif, dans certains centres administratifs et commerciaux, laisserait des places à des milliers de jeunes ; un grand nombre de salariés, actuellement en place, jouissent souvent d'une confortable retraite. Dans le monde du travail il serait salutaire de ne pas méconnaître les règles de solidarité et d'entraide. Il est souhaitable, au cours de cette nou-

velle adaptation de réviser l'éventail des salaires ; certaines habitudes de l'époque du gaspillage organisé n'auront plus cours lorsque nous compterons 2 ou 3 millions d'inoccupés. Ne me prenez pas pour un futurologue en délire ; sans un plan général d'économie de crise la situation continuera de pourrir comme elle le fait depuis l'avertissement de novembre 1973.

Lorsqu'une denrée est rare on la répartit le plus équitablement possible ; mieux vaut le rationnement que la pénurie totale. Puisque cette évidence est admise, il faut dès maintenant envisager la mise en application de la semaine réduite à 35 ou 30 heures, seul moyen de permettre, à tous, l'accès à la production. D'autre part un contrôle du travail, au noir, chez les faux artisans, et la lutte contre le doublage, fâcheuse habitude dans... certains secteurs, permettraient de découvrir qu'il y a du travail pour les jeunes et, peut-être, plus qu'on ne l'avouait.

F. AGRY.

Un bonjour des assurances.



Depuis le début du mois de février, la Compagnie « La ZURICH » (compagnie suisse d'assurances) a été le théâtre d'une suite d'événements qui ont aboutis à une grève de plus de la moitié des employés. Tout était parti du refus de la Direction d'appliquer le protocole d'accord paritaire signé le 29 décembre 1970, dans lequel il est précisé : « Les employés qui remplissent habituellement les fonctions correspondant à plusieurs niveaux d'emplois doivent être classés au plus élevé de ces niveaux d'emplois. »

C'est donc sur un problème de classification qu'a démarré un mouvement revendicatif, qui s'est étendu de service en service à travers toute la compagnie.

Pour une meilleure compréhension de la situation de cette entreprise, nous pensons utile de faire un bref récapitulatif des événements les plus marquants survenus depuis le début de février :

- 3-2-75 : les services I.D.A. signent une pétition demandant l'examen de leur classification. Les services D.C. et Pr. Incendie se joignent à eux.
- 7-2-75 : réunion de la commission « classification » et constitution d'une sous-commission.
- 19-2-75 : les travaux sont présentés à la Direction.
- 21-2-75 : une réponse doit être donnée le 26-2-75 à 9 h. 30.
- 24-2-75 : le service R.D. signe une pétition demandant le relèvement de leur classification.
- 26-2-75 : la Direction ne donne pas de réponse. A 14 heures, Assemblée Générale au cours de laquelle le Département Règlement décide de demander une réponse pour le lendemain à 11 heures.
- 27-2-75 : la Direction ne peut encore pas se prononcer et reporte sa décision à une date ultérieure non précisée. En Assemblée Générale, la grève est décidée pour le lendemain à partir de 9 heures (le service R.D. réserve sa position).

28-2 : Les Services « Règlement » se mettent en grève avec occupation des locaux, procédant à une information de la situation du secteur en grève, organisant des Assemblées Générales, faisant circuler pétition sur pétition ; tous ces efforts restent vains : la direction

reporte toujours sa réponse à une « date ultérieure ».

4-3 : Les services « Production » décident successivement de se joindre au mouvement, se solidarisant avec leurs camarades des services « Règlement ».

A l'unanimité les grévistes décident la création d'un comité de grève afin de coordonner le mouvement des revendications. Ce comité comprend deux travailleurs de chaque service, auxquels se joignent les délégués syndicaux.

5-3 : La direction refuse de recevoir le comité de grève, estimant que seuls les représentants syndicaux ont une valeur représentative légale. Une réunion a lieu entre le directeur du personnel et les délégués syndicaux. Elle se termine sur le refus catégorique de la direction de prendre en considération les revendications des travailleurs. Devant cette attitude, d'autres employés de différents services rejoignent la lutte, donnant ainsi à la grève un caractère plus dur.

Si au départ le mouvement est parti d'un problème de classification, d'autres revendications sont rapidement venues s'ajouter : voici le contenu sommaire du « cahier de revendications » présenté à la direction. (On remarquera que presque toutes les demandes concernent les conditions de travail ou la formation professionnelle) :

I. Conditions matérielles

- Surcharge des bureaux
- Libre choix des employés à la disposition du bureau
- Pas de changement de service abusif
- Amélioration de l'environnement des bureaux (Aération, néons, etc.)

II. Formation professionnelle

- Accessible à tous sans limitation d'âge
- Rotation du personnel pour l'amélioration des connaissances et une meilleure qualité du travail
- Une formation permanente pour l'enrichissement des tâches par un personnel qualifié
- Accueil des jeunes.

III. Organisation du travail

- Meilleure utilisation de l'informatique
- Renflouement des effectifs pour la qualité du travail
- Concertation des employés pour les modifications de gestion
- Confiance aux employés

— Amélioration des rapports dans les services (Employés, cadres, services à services)

— Aucune différence entre les employés femme et homme d'un point de vue de confiance, responsabilité et affectation des tâches.

Dans un second temps d'autres revendications portant sur les salaires sont venues s'ajouter à la première liste :

- Salaire Minimum : 1.700 F.
- l'augmentation uniforme des salaires de Frs 200 et de Frs 325 pour les salaires minimum basés sur la grille de la direction (sur 13 fois et demi à l'exclusion des primes d'ancienneté, technicité, gratification de bilan)
- Le paiement intégral des jours de grève
- La suppression des plafonds en pourcentage de la prime d'ancienneté (1 % par année de présence sans limitation de durée).

Il est curieux de constater le nombre élevé de revendications portant sur les conditions matérielles et la Formation Professionnelle. Dans d'autres boîtes, c'est la Direction elle-même qui insiste, par exemple, sur la Formation Professionnelle afin, d'une part, d'accentuer son aspect « libéral » et d'autre part, de « rentabiliser » ses employés.

Il faut noter également l'attitude « dure » de la Direction dès le début du conflit. Dure dans les négociations (ou plutôt dans les non-négociations) et dure dans les faits : le 7 mars au matin, le piquet de grève s'est fait vider de l'« intérieur » par un groupe de cadres plutôt « musclés », tandis qu'à l'extérieur les flics n'attendaient que la riposte des travailleurs grévistes pour intervenir à leur tour.

Les grévistes ne sont toutefois pas tombés dans le piège et ont préféré se retirer momentanément, se contentant d'injurier les cadres-provocateurs, ce qui a tout de même permis à la Direction de faire comparaître trois militants C.G.T. devant le Conseil de Discipline aux motifs allégués de : « violence verbale et injures à l'encontre de M. Jacques GUILLOU, directeur du personnel » (ce dernier avait personnellement dirigé l'agression contre le piquet de grève). Le conseil de discipline a retenu à l'encontre des trois accusés la « faute grave », ce qui signifie qu'ils sont passibles d'une mise à pied ou même d'un licenciement ! Moralité : si des « jaunes » vous agressent, soyez chrétiens : tendez l'autre joue et dites merci !

Comment se sont organisés les travailleurs durant le conflit ?

Tout d'abord comment étaient-ils organisés avant le conflit ? Disons que les sections syndicales étaient formées (principalement C.G.T. et C.F.D.T.) mais comptaient peu d'adhérents et encore moins de militants ; c'est ce qui explique en partie, la création d'un comité de grève comprenant comme nous l'avons dit plus haut deux représentants de chaque service, auxquels se sont ajoutés les délégués syndicaux. La Direction a d'ailleurs intelligemment manœuvré en n'acceptant de discuter qu'avec les délégués syndicaux, voulant par là court-circuiter la véritable représentation des travailleurs dans ce conflit. Les négociations n'ayant rien donné, le comité de grève a quand même pu se développer et organiser la grève en nommant différentes commissions (commission « classification », commission « propagande », commission « finances » etc.). Toutefois le mouvement n'a pu regrouper que 50 % des employés et agents de maîtrise (200 personnes sur 400), et il semble que beaucoup d'énergie ait été dépensée pour peu ou pas de résultats concrets, surtout de la part des syndiqués. On a pu voir lors d'une inter-syndicale, les cégétistes et les cédétistes discuter à n'en plus finir pour savoir laquelle des deux centrales se chargerait de centraliser les fonds récoltés lors des quêtes (alors que, ne l'oublions pas il avait été créé une commission « Finances » par le comité de grève !).

Autre point à signaler : mauvais fonctionnement de l'information au niveau des syndicats : mis à part deux ou trois tracts (bien tardifs) et un « collectif » à la C.F.D.T. où l'on avait « oublié » de convier certains camarades, les informations ont été rares. Nous avons été privés du mouvement revendicatif plus d'une semaine après le début du conflit !

Ceci nous semble assez grave car presque simultanément, d'autres conflits ont éclaté dans d'autres boîtes (LE NORD - le GAMF, etc., nous en reparlerons dans le prochain M.L.), et à aucun moment il n'a été possible de coordonner ces actions, chacun agissant dans son coin, avec ses propres revendications, sans aucune vision globale de la situation sociale générale dans l'assurance.

Pourquoi cette grève est un échec ?

Nous avons pu remarquer chez les grévistes, qu'il s'agisse des syndiqués, ou des non-syndiqués, des délégués ou du comité de grève, un souci commun : ne rien faire qui puisse être qualifié d'« illégal ». Durant la grève des banques, il y a un an, on avait pu voir certaines fiches de paye divulguées dans la presse, qu'il était intéressant de comparer avec celles des employés ; on avait pu voir certains « petits secrets » être dévoilés à la grande colère des patrons banquiers.

Là, pas question de « choquer » qui que ce soit : « Tu comprends camarade, il faut d'abord rallier la majorité du personnel sur nos revendications même si elles sont réformistes, après on verra... ». En fait on n'a rien vu. Le mouvement n'a pas évolué et la direction applique la même tactique que le gouvernement lors du conflit des P.T.T. : elle laisse pourrir la grève. Il faut en être bien conscient : au moment où nous écrivons ces lignes, les travailleurs entrent dans leur troisième semaine de grève. Sans fric, dans l'indifférence générale, sans que le mot « solidarité » leur ait à aucun moment été appliqué, comment pourraient-ils déboucher sur une victoire ?

Par souci de « ne pas faire de politique », les grévistes de la ZURICH se sont (volontairement ?) bornés à des revendications spécifiques à leur société. Nulle revendication d'ordre général, et encore moins évidemment, de remise en cause du système capitaliste.

Ce qui ressort une fois de plus de cette lutte, c'est l'immobilisme des organisations syndicales qui ont fait preuve d'un manque total d'imagination, qui n'ont pas su même faire fonctionner leurs propres rouages. Il aurait été intéressant à notre avis de faire fonctionner les structures horizontales (Union Locales par exemple) afin de faire connaître dans tout le quartier (9^e et 2^e arrondissements) ce qui se passait à la ZURICH. Résultat : non seulement les travailleurs d'autres branches ne sont au courant de rien, mais les employés de presque toutes les autres compagnies d'assurances non plus !

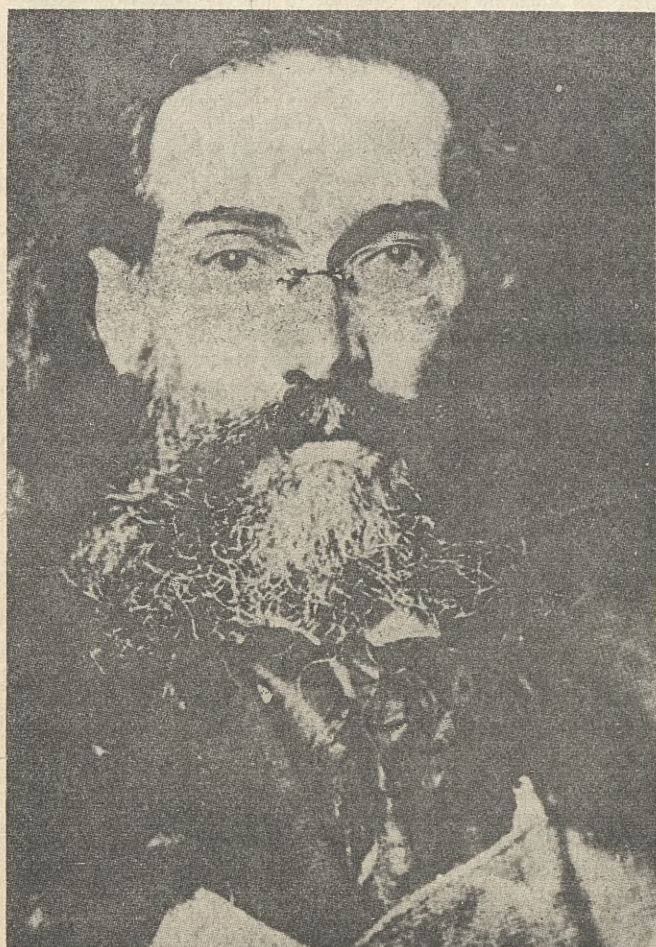
Toutefois, comme nous le disions plus haut, d'autres conflits ont éclaté ici et là dans l'assurance. Il s'agit désormais d'œuvrer pour que la lutte des classes soit autre chose qu'une simple vue de l'esprit.

Bernard H.
Guy E. BERNET-ROLLANDE.

Histoire du mouvement an

par le secrétariat aux relations inter

L'histoire du mouvement anarchiste allemand est à peu près inconnue en France. Les noms de militants célèbres tels que Rudolf Rocker, Gustav Landauer, Erich Mühsam ou de « l'Hérodote de l'anarchisme » Max Nettlau sont connus, mais les organisations auxquelles ils appartenaient sont peu ou mal connues ; la lecture de « l'Histoire de l'anarchisme » de Max Nettlau (1) nous apprend peu de chose sur le mouvement allemand organisé. C'est à travers les mémoires de Rudolf Rocker (malheureusement non traduites en français), ou des ouvrages plus récents sur Landauer ou d'autres militants, que nous apprenons peu à peu à connaître ce mouvement. Nombre de documents inédits sont conservés à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam, dirigé par Arthur Lehning, qui fut un militant actif de la F.A.U.D. et un moment membre du secrétariat de l'A.I.T. Le mouvement anarchiste allemand fut très riche et connut son apogée après la fin de la première guerre mondiale avant d'être décimé par la montée du nazisme.



Gustav Landauer

De 1893 à la première guerre mondiale la révolution spartakiste

Les origines du mouvement anarchiste allemand semblent se trouver dans des contacts entre les militants ouvriers de la section de langue allemande de la Fédération Jurassienne (2). De cette collaboration d'idées naquirent des journaux, comme le « *Arbeiter Zeitung* » (Journal des travailleurs) qui, avec l'aide des camarades suisses, étaient diffusés dans toute l'Allemagne. C'est de 1878 à 1890 qu'une loi contre « les entreprises à l'intérieur de la social-démocratie atteignant la sûreté de l'Etat » forçant tous les militants connus à l'exil, réduisit par là même toute la propagande socialiste ou anarchiste à la clandestinité. Des militants connus comme Johann Most ou Rocker furent ainsi contraints à l'exil. Ils venaient du socialisme marxiste car le courant proudhonien était peu connu dans le fief de Marx et d'Engels. C'est au cours de l'exil que leur socialisme devint libertaire. Les milieux révolutionnaires de l'exil, à Londres principalement, comptaient dans leurs rangs de nombreux militants anarchistes et non des moindres. C'est Pierre Kropotkine qui contribua à la naissance du journal « *Freedom* », c'est Rudolf Rocker qui, par ses talents d'orateur et d'écrivain, aida les anarchistes juifs de la banlieue de Londres. Si tous collaboraient à la presse anglaise (3), leur pays d'origine était le but de tous leurs efforts. C'est ainsi qu'en 1885 Johann Most faisait paraître à Londres « *Freiheit* » (organe international des anarchistes de langue allemande). Ce journal comme d'autres tels que « *Der Anarchist* » (organe anarcho-communiste, St Laus-New York) étaient diffusés clandestinement dans toute l'Allemagne. Parallèlement à ces journaux, les militants en exil éditaient de nombreux ouvrages et brochures de théoriciens tels que Most, Kropotkine ou Bakounine. L'influence des idées anarchistes dans le mouvement allemand semble donc, suite aux effets de la loi « socialiste » de Bismark, avoir été le plus clairement exprimée dans les milieux de l'émigration ouvrière.

Néanmoins, en Allemagne, existait une opposition à l'intérieur de la social-démocratie si bien défendue par Bismark. Ce fut cette opposition, appelée opposition des « Jeunes » (Jungen), qui permit au mouvement anarchiste allemand d'avoir des racines dans son propre pays, de ne pas être seulement un idéal né dans l'exil politique. Dans cette opposition, qui se manifesta tout d'abord dans les congrès du S.P.D., se décelait des influences anarchistes, par ses tendances antiparlementaires et anticentralistes (4). Vers 1891 se produisit une rupture avec le parti socialiste et les partisans de « l'opposition » fondèrent le « *Verein Unabhängiger Sozialisten* » (cercle des socialistes autonomes). Venus donc de l'opposition au sein du S.P.D. ces militants s'exprimaient à travers des journaux oppositionnels tels que « *Lichtstrahlen* » ou surtout « *Der Sozialist* ». Ce journal était l'organe officiel des « socialistes autonomes » et contenait de nombreux articles où se dessinait une influence anarchiste. C'est à partir de 1893, date à laquelle Gustav Landauer prend en main la direction de la rédaction du « *Sozialist* » organe officiel du « *Verein Unabhängiger Sozialisten* » que nous pouvons fixer le début d'un mouvement spécifiquement allemand.

Landauer (1870-1919) fut délégué au congrès socialiste à Londres en 1896 (5) et tout comme la plupart des militants anarchistes allemands il était passé par le socialisme marxiste. Ainsi dans l'exil comme dans l'Allemagne à la fin du siècle dernier se posaient dans le mouvement ouvrier les premiers jalons de ce qui

allait devenir le mouvement anarchiste allemand. Avec la propagande du « *Sozialist* » contrôlé par Landauer, de nombreux groupes anarchistes se formèrent, pouvant songer bientôt à fonder une Fédération anarchiste allemande.

Les débuts de l'anarchisme allemand et la littérature anarchiste de l'émigration

Né en grande partie de l'opposition à la social-démocratie allemande, le mouvement anarchiste allemand allait devoir dans le premier quart de ce siècle assurer son existence autonome. Après l'élan donné par les idées propagées par le « *Sozialist* », la fédération anarchiste allemande (Anarchiste Föderation Deutschlands) se constitua à travers tout le pays. Malgré une participation importante au congrès d'Amsterdam, le mouvement resta stationnaire jusqu'à la première guerre mondiale. Certains journaux comme l'« *Arbeiter Zeitung* » ou « *Der Federalist* » étaient en concurrence avec « *Der Revolutionär* » l'organe de l'A.F.D. Landauer avait repris la publication du « *Sozialist* » (organe pour le socialisme anarchiste) mais rencontrait une certaine opposition à ce que ses détracteurs appelaient « l'orientation intellectuelle » du journal. Il n'est pas question pour nous d'entrer dans le fond du débat, mais de constater que « *Neues Leben* », hebdomadaire anarchiste, supplanta bientôt le « *Sozialist* » (6). Ce journal était principalement impulsé par un groupe de l'A.F.D., le cercle des socialistes libertaires (« *Verein Freiheitlicher Sozialisten* ») de Berlin. Ce groupe constitua une plate-forme importante de théorie et d'action pour les anarchistes allemands. C'est au sein de ce groupe que se forma Siegfried Nacht (7) délégué au congrès anarchiste d'Amsterdam et plus tard militant de la F.A.U.D., et qui dès avant la première guerre mondiale propageait, comme Tortelier en France, l'idée de la grève générale. A côté des publications anarchistes spécifiques, se trouvaient « *Der Kampf* », organe pour l'anarchisme et le syndicalisme, et surtout « *Der Weckruf* » organe pour l'anarcho-syndicalisme avec comme mensuel « *Die Neue Gesellschaft* » (la Nouvelle Société) organe des anarchistes fédérés de Rhénanie et de Westphalie. Il semble donc que, suivant en cela les divisions par « *Lander* » de l'Allemagne, les anarchistes allemands aient été, malgré les tentatives de la F.A.U.D. (présente essentiellement dans le Nord et à Berlin), surtout coordonnés au niveau régional (cela est encore sensible aujourd'hui au pays de Bade. Voir le *M.L. de mars*). Il faut citer aussi, émanant du milieu de la « Bohème » littéraire et artistique, de nombreuses revues comme « *Kampf* » (journal pour une saine compréhension humaine, Berlin), « *Der Aime Teufel* », « *Kain* » (Journal pour l'humanité). Ces revues étaient dirigées par les anarchistes tels que le poète Erich Mühsam ; y collaboraient des gens de lettres de l'envergure d'une Else Lasker - Schüller. Si la « Bohème » se cantonnait surtout dans des villes comme Munich, l'influence des idées anarchistes individualistes a été faible dans le pays de Stirner. Nous pouvons néanmoins citer (publié avec interruptions de 1897 à 1930), « *Der Eigene* » (Le Particulier) édité à Berlin et « *Koresponden* » (feuille de coordination des anarchistes individualistes).

Parallèlement à ces efforts au niveau purement anarchiste, les militants allemands agissaient au sein de la « *Freie Vereinigung deutscher gewerkschaften* » (Union libre des syndicats allemands) qui, créée en 1897, dura jusqu'à la première guerre mondiale. Cette

anarchiste allemand

nationales

organisation syndicale avait de solides affinités avec les idées anarchistes mais resta toujours neutre sur le plan politique. L'action des militants anarchistes en son sein fut bénéfique et comparable avec l'expérience de l'opposition des «Jungen»; leur influence se notait dans l'organe «*Die Einigkeit*» (Organ der freien vereinigung deutscher gewerkschaften, Berlin - 1897-1914). La guerre de 1914-1918 arriva avec la capitulation de la social-démocratie et son ralliement au bellicisme patriotique. Quand on évoque les événements révolutionnaires de 1918-1919 en Allemagne on parle surtout des Spartakistes, de Rosa Luxembourg, de Karl Liebknecht. Si ces derniers ont dénoncé avec vigueur l'absurdité de la guerre, poussant les prolétaires les uns contre les autres pour le profit seul du capital, on oublie le rôle non négligeable des anarchistes allemands.

L'histoire a de ces oublis... On se borne dans le meilleur des cas à évoquer les noms célèbres de Mühsam et de Landauer et la République des conseils de Bavière où ils furent actifs. Mais on attribue à l'action des seuls spartakistes les mouvements révolutionnaires de cette Allemagne d'après guerre!

De l'après-guerre à Hitler

Les nouvelles de la révolution allemande avaient ramené de nombreux exilés dans leur terre natale. Ainsi Rudolf Rocker revint de Londres où il avait, des années durant, milité avec la Fédération des juifs anarchistes. Ce fut lui qui fit adopter au congrès constitutif de la F.A.U.D. (Freie Arbeiter Union Deutschland - Union Libre des travailleurs allemands), du 27 au 30 décembre 1919, la déclaration de principe du syndicalisme «qui repoussait l'Etat et le parlementarisme, rejoignant par là les positions de la C.N.T. espagnole (créée en 1911). En effet, après la disparition de l'organisation syndicaliste révolutionnaire (F.U.D.S.), provoquée par la première guerre mondiale, les forces syndicalistes revinrent au premier plan après la fin de la guerre. Le courant anarchiste du mouvement ouvrier allemand et la tradition syndicaliste révolutionnaire de l'Allemagne d'avant-guerre conjuguèrent alors leurs efforts dans une seule organisation: la F.A.U.D. qui se déclarait anarcho-syndicaliste. Cette organisation joua dans la République de Weimar un rôle non négligeable et adhéra en 1923 à l'A.I.T. anti-autoritaire dont le congrès constitutif eut lieu à Berlin. La F.A.U.D. avait de nombreux journaux sur le plan régional comme sur le plan national. Elle semble donc avoir réussi là où la F.A.D. avait échoué. La F.A.U.D. avait des organisations de métier et des fédérations d'industrie dans toute l'Allemagne, surtout dans la Ruhr et dans le Bas-Rhin, mais aussi dans la région de Berlin, dans le Thüringer, en Saxe, en Schlesien, en Allemagne du sud, en Sarre et dans les grands ports du Nord.

La popularité des syndicalistes et des anarchistes vint de ce qu'ils avaient eu dès le début de la guerre une attitude ferme (l'opposition des spartakistes fut, selon Rocker, réservée dans les premières années de la guerre...). Alors que la Freie Vereinigung deutscher gewerkschaften avait avant la première guerre mondiale environ 7.500 adhérents, la F.A.U.D. atteignit à son apogée près de 200.000 adhérents. De 1918 à 1933 la propagande anarcho-syndicaliste se développa par ses journaux nationaux comme «*Der Syndikalist*» (hebdomadaire tiré à 100.000 exemplaires) ou ses

organes régionaux comme «*Die Arbeiterbörse*» (feuille de la bourse du travail de Berlin de 1921 à 1930). Il existait aussi de nombreux journaux mensuels («*Arbeitererecho*», «*Die Internationale*»...) ainsi que des journaux de métiers («*Der Bauarbeiter*» - organe de la fédération des travailleurs du bâtiment d'Allemagne, adhérent à la F.A.U.D.). La F.A.U.D. avait aussi une organisation de jeunesse, la S.A.J.D. (Syndicalistisch-anarchistische Jugend Deutschlands) qui avait son propre journal, «*Junge Anarchisten*». La F.A.U.D. possédait aussi une maison d'édition dont s'occupait Fritz Kater et dont le catalogue contenait toutes les œuvres de Bakounine et de Kropotkine, et contribua de façon magnifique à la propagande anarchiste en Allemagne. Des militants tels que Helmut Düdiger, Augustin Souchy, Arthur Lehning, Rudolf Rocker, ont contribué par leurs écrits à faire de la presse de leur organisation, la F.A.U.D., un remarquable outil de formation et de propagande.

La F.A.U.D. n'était pas la seule organisation à se réclamer des idées anarchistes, il existait aussi la Fédération des communistes anarchistes d'Allemagne (Föderation Kommunistischer Anarchisten Deutschland - F.K.A.D.). Cette organisation animée par Pierre Ramus avait repris «*Der freie Arbeiter*» d'avant-guerre et éditait aussi un mensuel pour la jeunesse: «*Freie Jugend*» (Jeunesse libre). Le milieu «Bohème» allemand était toujours présent dans la république de Weimar. Son représentant le plus connu Erich Mühsam, sorti de sa captivité pour les événements de 1918-1919, édita «*Kain*» puis «*Fanal*» avec la collaboration de Rudolf Rocker. L'apogée du mouvement dura environ dix années, de l'après-guerre à l'incendie du Reichstag. La montée du fascisme (qui détruisit peu de temps après le mouvement espagnol (C.N.T.) comme la C.G.T. portugaise en 1927) réduisit ces efforts à néant. Jusqu'en 1935, les anarchistes allemands diffusèrent clandestinement sous le régime hitlérien différentes revues comme «*Sozial Revolution*», organe des anarcho-syndicalistes allemands à l'étranger. Réfugiés d'abord en France, ils gagnèrent ensuite l'Espagne pour combattre aux côtés de leurs camarades de la C.N.T. Ils se mêlèrent ensuite soit au mouvement espagnol en exil (Souchy, Fritz Kater), soit au mouvement suédois de la S.A.C. (Rüdiger).

Qu'en est-il aujourd'hui du mouvement anarchiste allemand? Dans le *Monde Libertaire* du mois dernier, nous exposions brièvement la situation. Le problème fondamental reste l'Allemagne coupée en deux à la suite de «l'arrangement» entre Staline et les alliés. L'opposition extra-parlementaire semble tomber dans l'impasse du terrorisme. Nous ne pouvons que nous réjouir du désir de coordination suscité par la Fédération Anarchiste du Pays de Bade et espérer que ces efforts s'étendent à toute l'Allemagne.

*
**

On a souvent tendance à ne voir de l'Allemagne que l'image qu'en ont donné Bismark ou Hitler: celle de «l'empire knouto-germanique». Les révoltes paysannes du Moyen Age et les mouvements révolutionnaires de 1918 à 1919 semblent résumer en eux tout le potentiel révolutionnaire allemand. On peut aussi s'étonner, vu l'importance du mouvement anarchiste allemand, au lendemain de la première guerre mondiale, que celui-ci n'ait pas suscité des événements tels que les occupations des usines Fiat en Italie. La situation économique de l'Allemagne de Weimar donne la réponse. L'exemple le plus frappant est le titre d'un journal de la F.A.U.D., qui remplaçait «*Der Syndikalist*» quand celui-ci était interdit: «*Der Arbeitlose*» (le Chômeur!), l'impact qu'a eu dans cette période le mouvement anarchiste peut être discuté, mais l'histoire du mouvement ouvrier reste à écrire dans chaque pays.



Erich Mühsam

NOTES

(1) L'idée de la grève générale avait aussi été développée dans une brochure de Siegfried Natch «Actions directes»; cette brochure ainsi que d'autres textes de la F.A.U.D. ont été réédités par les éditions Kramer.

(2) Dont les militants tels que Schwitzgebel et James Guillaume formèrent avec Bakounine l'opposition à Marx au sein de l'Internationale.

(3) Citons pour exemple les nombreux articles de Malatesta et de Kropotkine dans «Freedom».

(4) Cette opposition se retrouva en Allemagne en 1968 avec «l'opposition extra-parlementaire», mais n'eut pas les mêmes suites... (voir les Informations Internationales à ce sujet).

(5) C'est au cours de ce congrès que les socialistes exclurent les anarchistes, sur la question parlementaire. Dans chaque délégation se trouvaient des anarchistes. La délégation allemande se composait de 46 sociaux démocrates et de 5 anarchistes: Landauer, Pawlowitsh, Kohl, Kampffmeyer et Heffner.

(6) Qui continua néanmoins à avoir une certaine influence jusqu'en 1918. Mais «l'appel au socialisme» de Landauer eut surtout un écho dans les milieux intellectuels.

(7) Sa brochure sur la grève générale a été éditée par les Editions Kramer (1 Berlin 44, Postfach 106).

BIBLIOGRAPHIE

— En espagnol:

«Mémoires» de Rudolf Rocker (3 tomes).

— En français:

«*La gauche allemande*» (Spartacus). Le mouvement anarchiste n'est qu'évoqué dans ce recueil de textes, mais l'ensemble de ceux-ci donne une idée de l'ambiance politique de la République de Weimar.

«*Histoire du mouvement anarchiste*» (Max Nettlau). L'histoire du mouvement anarchiste allemand n'est qu'effleurée jusqu'en 1920 (édition la «Tête de Feuilles»).

«*Une jeunesse en Allemagne*» (Ernest Toller - Editions l'Age d'homme). L'auteur était aux côtés de Mühsam et de Landauer dans la «République des conseils» de Bavière nous raconte ici sa vie et à travers celle-ci nous découvrons une autre Allemagne.

— En allemand:

«*Memoiren eines Anarchisten*», Rudolf Rocker (Suhrkamp Verlag n° 711). De larges extraits des mémoires du militant allemand dont l'original se trouve à Amsterdam dans son intégralité.

«Bibliographischer Versuch zur Geschichte des Anarchismus und Anarcho-Syndikalismus in Deutschland», Hans Manfred Bock (Fischer Verlag n° 6600).

«*Syndikalismus und Linkskommunismus* (1918-1923) par Hans Manfred Bock (Marburger Abhandlungen zur politischen Wissenschaft, tome 13, 1963 en réédition).

Ces deux ouvrages sont des mines de renseignements sur le mouvement anarchiste allemand, surtout sur la période de l'après-guerre.

«*Arbeiterselbsverwaltung - Syndikalismus*». Textes de Rocker, Rüdiger, Barwitch, Lehning (Kramer Verlag, Berlin). Contient le texte intégral de l'intervention de Rudolf Rocker au congrès constitutif de la F.A.U.D. (1919).

...Guichard, Fontanet, Lesur, Haby and Co

ou tout le monde a bien le droit de faire sa petite réforme

« Encourager le dialogue, ce n'est pas autoriser l'anarchie ou l'endoctrinement qui sont le contraire de la liberté ».

Voilà ce que l'on peut lire dans « Le courrier de l'Education » du 10 février 1975 sous la plume d'un certain Haby qui se dit ministre. La suite ne dépare pas de tels propos.

Nous avons eu à la tête de l'Education Nationale de joyeux drilles comme Fouchet Christian qu'un hebdomadaire satirique comparait à un âne, ce qui n'est pas gentil pour ce solipède, Guichard Olivier, Fontanet, Faure Edgard qui s'imaginait un destin national lors des dernières présidentielles et j'en passe. Tous ces braves gens ont laissé un souvenir impérissable de nullité affligeante et d'incapacité notoire. Le sieur Haby nous a donc concocté, à son tour, un projet sur sa manière de voir l'enseignement. Mais est-ce bien la sienne ? Ne serait-ce pas plutôt les vues du capitalisme qu'il s'est chargé de nous faire avaler ? A travers tous ces textes, arrêtés, etc... apparaît le souci constant non seulement de favoriser une certaine classe sociale mais aussi et surtout de créer un sous-prolétariat, sans diplôme, sans qualification et par conséquent exploitable à merci. Et ce n'est pas au niveau des « paliers d'orientation », où il est déjà trop tard, mais dès le départ de la scolarité que cette ségrégation voit le jour.

Toutes ces soi-disant réformes peuvent apparaître comme une amélioration de l'enseignement aux yeux de personnes non averties, mais en y regardant d'un peu plus près, nous nous rendons bien vite compte qu'elles entraînent un sabotage de l'école. Ferry Jules avait créé, en 1882, l'enseignement obligatoire et laïc, non pas soucieux d'émancipation mais pour favoriser le capital en lui fournissant une main-d'œuvre plus facilement exploitable. Actuellement, dans un même but, le gouvernement s'emploie à dévaloriser l'Education Nationale et ce à tous les niveaux.

A) Commençons par les maternelles. C'est Mme Lesur qui s'en est occupée et nous lisons dans son projet : « Les enfants de deux à quatre ans seront confiés par groupe de dix, non pas à des institutrices mais à des aides-maternelles et de 7 heures à 20 heures ». Cela permet, d'une façon très démagogique, d'accueillir les enfants dont les parents travaillent tous les deux. Autrement dit, certains d'entre eux vont pouvoir se débarrasser de leur progéniture toute la journée. On nous paye pour faire des gosses, on nous les garde la journée, on nous les nourrit à midi, alors dans ces conditions pourquoi hésiter : faisons des enfants en veux-tu en voilà. C'est ramener la maternelle au rang de garderie mais le gouvernement est bien trop hypocrite pour vouloir l'annoncer franchement.

Nous n'avons jamais prétendu que le système actuel était bon ou même satisfaisant mais de là à confier des enfants en bas âge à un personnel, qui ne manquera pas de bonne volonté peut-être, mais qui n'aura pas une formation suffisante, il y a une marge que Mme A. Lesur franchit allègrement. Des esprits méditants diront qu'une aide maternelle sera bien moins payée qu'une institutrice et que ce sera tout bénéfice pour l'Etat. De plus sa formation sera des plus réduite, d'où nouveau bénéfice.

Dans « l'Ecole Libératrice », journal du S.N.I., les enseignants ont condamné cette politique : « La période des deux à trois ans est, au plan psychologique, d'une extrême importance. C'est lors de celle-ci qu'apparaissent les différenciations en fonction du milieu socio-culturel ; c'est l'âge où les inégalités sociales commencent à rendre les enfants inégaux notamment par le truchement du langage ». En clair, cela veut dire que les enfants issus de milieux peu favorisés ne trouveront pas une aide dans ces maternelles. Ils seront gardés, un point c'est tout. Ils se débrouilleront comme ils pourront. Le contact familial, pour mauvais qu'il soit dans certains cas, est toujours supérieur à celui d'étrangers. Qu'on le veuille ou non, la famille est responsable à 80 % au moins de l'éducation d'un enfant. Limiter cette influence est peut-être bénéfique, mais il ne faut surtout pas la remplacer par une garderie pure et simple. Cette différenciation et ces inégalités vont être encore aggravées par ces mesures.

Pour « endormir » ce légitime souci, Mme Lesur a prévu des « séquences pédagogiques » de 10 à 15 minutes par groupe et par jour. Elles seraient données par des insti-

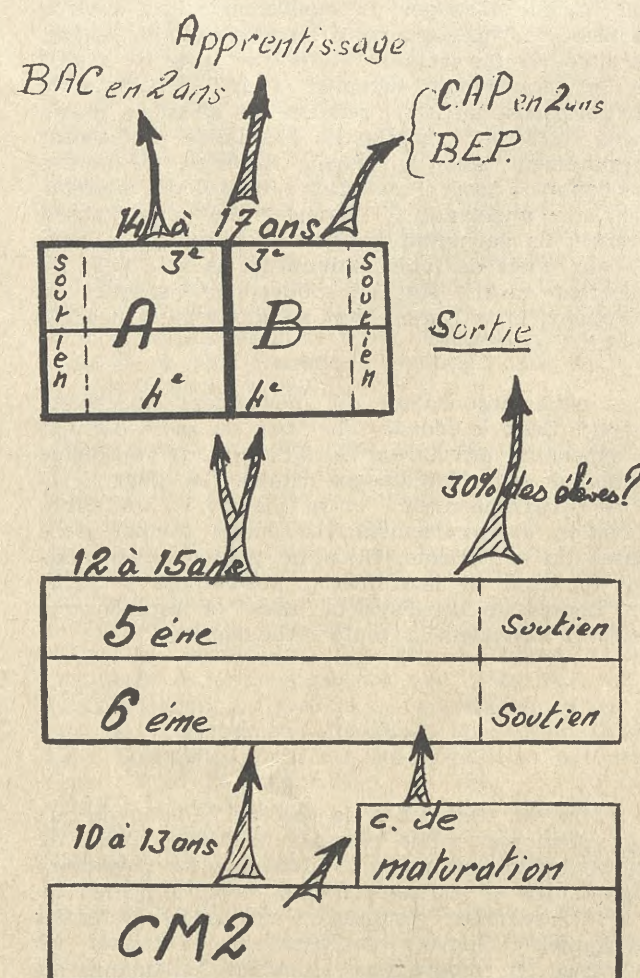
tutrices spécialisées. L'efficacité d'un tel système est nulle et tout le monde le sait bien au gouvernement.

Nous pouvons lire aussi qu'un des objectifs essentiels serait de compenser « les handicaps le plus précocement possible » par un dépistage des troubles par des psychologues scolaires et des médecins « avertis » des problèmes psychologiques. C'est d'une mauvaise foi parfaite. Depuis 1964, la médecine scolaire a été disjointe de l'Education Nationale — et par conséquent les visites médicales ont pratiquement disparu (Ecole Libératrice du 14-2-75). Les G.A.P. ou groupes d'aide psycho-pédagogique sont d'une rareté exemplaire et on voudrait nous faire croire que tout cela va changer ?

Il est dit aussi : les effectifs des classes seront ramenés à 30 enfants par classe. Actuellement, la moyenne en maternelle est de 40, voire 45. Il y a longtemps que cette revendication est posée par le S.N.I. Mais elle n'a jamais été prise en considération.

En toute logique cette diminution d'effectif par classe et ce découpage en groupes de dix élèves supposent une augmentation des locaux et du nombre des enseignantes : de l'ordre de 30 %. Nous n'avons jamais été habitués à de telles largesses par le passé et, lors de la prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans, les mêmes problèmes s'étaient posés, mais le ministre des finances y avait mis son ordre : que mon collègue de l'Education Nationale fasse le mariolage en promettant n'importe quoi, c'est une chose ; mais que, moi, je débloque les crédits nécessaires en est une autre !

A moins que l'on rogne sur les constructions ?



B) Voyons l'école élémentaire : aux anciennes classes CP, CE1, CE2, CM1, CM2, seraient substituées de nouvelles classes : CP1, CP2, CE1, CE2, CM1 et M2. La grande nouveauté consiste à faire passer la dernière classe de maternelle en cycle primaire. L'âge d'entrée dans ce cycle serait donc de 5, 6 ou 7 ans. Mais on se baserait sur un âge « mental » déterminé par un personnel « compétent ». De plus les redoublements seraient interdits.

A la fin de cette scolarité, si l'élève est jugé inapte, il ferait un séjour d'un an dans une classe dite de « maturation ». Voilà les « réformes » les plus marquantes dans le cycle primaire de M. Haby.

Voyons la réalité des faits : pas de redoublements ? bien, créons donc, au même niveau, des classes de forces différentes : un CE1A où il n'y aura que de « bons élèves » et un CE1B où il y aura le reste. C'est une manière détournée d'assurer une bonne ségrégation. Nous allons bientôt retrouver les deux filières du second cycle.

La classe de « maturation » ne sera rien d'autre qu'une classe de transition actuelle. On prend une classe, existant déjà et on la baptise d'un autre nom. Où en est l'avantage ?

C) Le secondaire.

Nous en arrivons aux collèges où le projet Haby sévit plus particulièrement. Les quatre années de classe actuelles seraient partagées en deux : un cycle d'observation et un cycle d'orientation. C'est dans ces cycles que la ségrégation naissante va pouvoir prendre tout son essor. Bien sûr, notre distingué ministre veut introduire un noyau commun comprenant la 6^e et la 5^e (cycle d'observation). Mais une « sortie » pour certains élèves est prévue à la fin de la 5^e. Elle affecterait, s'il faut en croire le « Figaro », le tiers des élèves. Actuellement, à ce niveau, seulement le quart et même le cinquième des enfants est écarté du cycle « normal ». Dans la réforme Haby, la proportion n'est donc plus la même : elle a empiré.

De plus cette sortie se ferait sans qu'un diplôme soit prévu. Ces élèves iraient grossir la masse des travailleurs sans qualification à moins qu'ils puissent entrer dans un C.E.T. (collège d'enseignement technique) pour préparer un C.A.P. en trois ans. Or ces collèges sont déjà très nettement insuffisants, qu'est-ce que ça va être quand il faudra accueillir encore plus d'élèves.

Passons sur les modifications d'horaires, plus loufoques les unes que les autres : découpage non pas en heures, ce qui est simple, mais en tranches de 45 minutes ou peut-être de 50 minutes, histoire de rire sans doute. Les 15, ou 10 minutes restantes serviraient à des « contacts individuels » entre élèves et enseignants.

Nous avons encore présent à la mémoire le fiasco retentissant des classes pratiques accueillant, gardant serait plus juste, les enfants qui n'avaient pu entrer en C.E.T. pour apprendre un métier et que le cycle normal avait rejetés. Ces parias, qui devaient attendre 16 ans puis 15 ans avant de travailler, ne dépassaient pas le pourcentage de 15 % environ en moyenne. Avec ce projet, il y en aura beaucoup plus. Où vont-ils aller ? Que vont-ils faire dans la vie ?

« Moi, pas le savoir et moi m'en foutre », répond Haby.

Tous ces plaisantins y ont été de leur petite réforme. Mais cette fois-ci, le danger est plus grand, car le gouvernement qui téléguide Haby s'est renforcé. Giscard n'est pas Pompidou et il ne rappelle en rien les politicards de la IV^e. Par des mesures tapageuses et publicitaires, il a su se concilier les bonnes grâces d'une bonne partie de l'opinion publique (avortement, droit de vote à 18 ans). Et ce n'est pas le numéro de clowns de Vachés et Mitterrand qui changera quoi que ce soit à sa popularité.

Alors cette réforme faite à la mesure et pour le capital, a bien des chances, si l'on peut dire, de passer au grand guignol. Elle met en évidence, une fois de plus, la volonté bien arrêtée du gouvernement, de créer une masse sur laquelle il puisse exercer un chantage : celui du chômage. Et puis, même si des fils d'ouvriers parviennent malgré tout en facultés, qu'importe : ils ne trouveront pas de travail.

Nous étions déjà loin de notre conception anarchiste de l'enseignement, mais, maintenant, avec ce projet, nous nous en éloignons encore plus.

« Les enfants n'appartiennent à personne ; ils n'appartiennent ni à leurs parents, ni à la société. Ils appartiennent à leur future liberté. » Cette phrase de Bakounine, qui pourrait servir de modèle à tout enseignant, n'a sûrement pas été lue par un Haby, un Fouchet ou autre.

Alain - Groupe Voline.

Manuest ou le triomphe du syndicalisme

La crise touche tous les secteurs de l'économie. Le patronat feint d'être pris à la gorge et opère des changements dans l'investissement de ses capitaux. Des imprimeries sont liquidées pour profiter de bénéfices immobiliers. Une entreprise n'étant pas jugée rentable, on reconvertit tous les sous dans un secteur « en pointe ». La crise légitime dans beaucoup de cas, des mises à la retraite « anticipées », des « compressions » du personnel, quand il ne s'agit pas tout simplement de faillites. La crise économique a bon dos, car d'amples profits sont souvent à l'origine de la fermeture de beaucoup d'entreprises. Les travailleurs eux trinquent dans tous les cas ! Avec le chômage croissant et parallèlement la prolifération inquiétante des officines d'intérim (1), les travailleurs se trouvent réduits à accepter n'importe quel travail, à répondre au coup par coup.

LA SITUATION A MANUEST

Face aux licenciements, face au chômage, les travailleurs doivent être unis dans l'organisation qui leur est propre : le syndicat. C'est en effet, organisés sur leur lieu de travail, sur la base de leur entreprise que les travailleurs sont les plus forts. Face à la bureaucratie syndicale ils doivent par leur action journalière rappeler que toute la structure du syndicat repose sur le travailleur dans son atelier.

Des événements comme Lip ou Cerizay ont montré que quel que soit l'état actuel des syndicats, il était possible de mener une lutte efficace contre le patronat (2). Les travailleurs ne doivent plus tolérer que les patrons mènent des « affaires » au détriment de leur emploi. Ceci n'est pas un vœu pieux, les faits l'ont démontré à Lip, pour ne citer que cet exemple. Cette idée, que les travailleurs peuvent dans le contexte capitaliste actuel, contrôler la sûreté de leur emploi, vient une nouvelle fois d'être démontrée à **Manuest**, la seule usine de la ville de Châtenois, dans les Vosges.

LA SITUATION A MANUEST

Il y a quatre mois la direction de cette fabrique de meubles mit en liquidation l'entreprise. **Manuest** étant la seule industrie du pays, la situation est dramatique pour les 570 employés. Pourtant face au « diktat » (3) patronal, ceux-ci ne s'avouaient pas vaincus, ils n'acceptent pas le licenciement et font marcher l'usine, fabriquant eux-mêmes des meubles. Comme à Lip, ils ont voulu montrer que leur outil de travail pouvait marcher sans l'aide du patron. Ils ont montré, preuves à l'appui que la « liquidation » n'était due qu'à la mauvaise gestion patronale. Ils ont exercé un **contrôle** sur la gérance de leur production, même si celui-ci n'est intervenu qu'après la mise en liquidation.

Comme dans bien des « affaires » qui font brutalement faillite, tout le monde se sucrait amplement au niveau des hauts cadres de Manuest. Ainsi le nommé Jean Girondel, P.D.G. en titre n'avait pas de bureau à l'usine, mais se garde-chasses privés du même Girondel étaient également payés par Manuest. On n'en finirait plus de citer les mille et une façons dont sa direction a « pompé » Manuest. Les travailleurs ont trouvé des factures importantes faisant état de travaux dans l'usine, travaux qui bien sûr n'ont jamais vu le jour (ainsi un « ravalement de façade », coût 39.852 F...).

Des notes de frais s'élevant jusqu'à 1.000 F étaient aussi une chose naturelle.

Les « pieds-nickelés » de la direction de Manuest avaient, semble-t-il, quelques doutes quant à la gestion de leur entreprise, ou tout au moins voulaient-ils ménager la poule aux œufs d'or. Ils firent en effet appel à un cabinet d'organisation (le cabinet May de Paris) pour que celui-ci critique le fonctionnement de l'entreprise. Le rapport fut accablant (comptabilité inexistante, prévisions de vente plus qu'hypothétiques...). Mais après avoir payé la note (assez lourde, 2 à 3 millions anciens...), le « patron » de Manuest ne change rien à la gérance de son entreprise ! Tous ses « faux frais » (voitures, notes de garages...) étaient payées par l'entreprise Manuest. Les deux faisait verser 13.000 F par mois !

RIPOSTE DES TRAVAILLEURS

Face à cette gérance désastreuse, les travailleurs allaient donc une fois de plus, faire les frais de l'imprévoyance patronale auréolée du spectre de la crise. Les travailleurs de Manuest syndiqués (à 95 %) à la C.F.D.T., vont organiser leur riposte. Ils vont remettre la fabrique en état de marche. Leur outil de travail va être mis au service des seuls travailleurs. Cette action va être menée grâce à la structure syndicale qui rassemble les travailleurs derrière leurs intérêts de classe. Ils sont même présents à l'exposition parisienne du Meuble (n'oublions pas aussi les ventes sauvages).

Pour la survie de leur entreprise, les travailleurs songent alors à la solution d'une coopérative ouvrière. La Confédération des S.C.O.P. leur fait même un prêt de plusieurs millions d'anciens francs.

Ceci pose une fois de plus le problème de l'existence d'une coopérative ouvrière dans le contexte d'une économie capitaliste. En effet un tel essai n'est-il pas voué à l'échec, récupéré à tous les échelons, par la bureaucratie syndicale et par le réformisme (sic) politique ?

Nous avons tous à l'esprit l'exemple de Lip à la recherche d'un nouveau patron (4). Dans un monde capitaliste une entreprise, si

elle veut vivre, doit continuer à produire, donc à vendre. Toute solution dans une optique de coopérative, se doit de tenir compte de ceci, sous peine de sombrer dans un idéalisme marginal. Manuest est donc un espoir, même si celui-ci est menacé par les conditions actuelles du marché capitaliste (5). Ce qui importe c'est que des travailleurs aient trouvé, à travers leur lutte, une espérance, une perspective nouvelle dans cette solution. Cette prise de conscience, compte tenu encore une fois des conditions du monde capitaliste, a été rendue possible grâce à la structure syndicale, seule garantie des intérêts des ouvriers. Ce sera toujours dans le syndicat que les travailleurs trouveront le chemin de leur émancipation.

J.P. GERMAIN.

notes

(1) Voir M.L. de janvier 1974, l'article « L'intérim » de J.P. Germain.

(2) Le comité de lutte ayant joué à notre avis le rôle réel du syndicat...

(3) Celui-ci étant plus réel que celui « dénoncé » par les marnats de la presse.

(4) On peut toujours se demander si la solution de la coopérative n'aurait pas été viable...

(5) Toute solution dans le contexte actuel, est, rappelons-le, seulement un pas en avant, une compromission dans le système.

notules

Certaines précisions de dernière heure quand au problème de la coopérative. Cette solution a été adoptée à l'unanimité par les travailleurs en assemblée générale. La coopérative peut sembler illusoire, mais d'une part elle évitera la reprise de l'usine par un patron et elle emploiera tous les ouvriers. La Confédération des S.C.O.P. (Société des Coopératives Ouvrières de Production) a apporté un appui financier important. Récupération diront certains. Quant à nous, nous nous bornerons à saluer l'effort militant des camarades de l'Entente Communautaire (dont certains travaillent à Manuest). Cette Entente demande à ses adhérents d'être syndiqués et travaille au sein de la Confédération des S.C.O.P.

L'État tutélaire ?... Quand cela le sert !

On n'a pas la bouche assez grande dans les « Hautes Sphères » pour plaindre les déshérités de la nature. On n'a pas la plume assez alerte dans la presse à gages pour applaudir à l'esprit humanitaire qui anime nos gouvernants à l'endroit des vieillards, des bégues, des aveugles, des handicapés physiques. Il reste à savoir si la *réalité* confirme les *intentions*. Et cela nous amène à poser des questions à propos d'une catégorie d'éducateurs peu connus : les *éducateurs spécialisés*.

Les journaux de la grande presse si prompts à nous informer des crises d'expectase, chagrin d'amour des princes et princesses seraient-ils si peu informés de ce qui se passe dans le petit monde des éducateurs spécialisés qu'ils ignoreraient et, avec lui, le sort qui menace l'enfance inadaptée ? Ces journaux (d'information) seraient-ils tenus de faire silence sur des faits aussi graves que la disparition possible sinon évidente des centres d'éducation spécialisée et, par voie de conséquence, la mise au chômage des éducateurs et l'abandon pur et simple des handicapés à leur triste sort ? Faut-il rafraîchir la mémoire ou réveiller les

« bons sentiments » desdits journaux, par ailleurs si avides de nouvelles sensationnelles ?

Alors allons-y la « grande presse d'information » devenue la « grande muette » pour le cas précisé ci-dessus, ignore-t-elle que l'occupation des locaux par les éducateurs spécialisés est une chose effective pour l'Ecole des éducateurs spécialisés de Belle-Beille à Angers ? Cacheraient-elle pudiquement qu'un mouvement de grève de la faim s'est institué pour protester contre l'asphyxie volontaire de cette école spécialisée et d'autres similaires ? Faut-il lui apprendre que, depuis *octobre 1974*, les allocations du C.T.N. ne sont plus versées ? Et pourtant faut-il rappeler la modicité (850 F par élève et par mois) de cette indemnité ? Evidemment comme dépenses assurant le prestige il y a mieux, n'est-ce pas ? Malgré les protestations justifiées des éducateurs, l'Etat et particulièrement le ministère des Affaires sociales doivent-ils répondre par le silence et la suppression, de facto, de l'indemnité sus-mentionnée ? N'y a-t-il pas manquement à la parole donnée et, d'autre part, rupture unilatérale, par l'Etat,

d'un contrat avec toutes les conséquences que de droit ? (Car il ne faut pas oublier que ces gens ont été tenus de se présenter à des examens pour avoir le droit d'exercer leur dur métier.)

Enfin l'Etat ne se plaint-il pas (serait-ce une hypocrisie ?) de manquer d'éducateurs pour les éléments les plus déshérités de l'enfance ? Oublierait-il qu'il a sollicité et accepté les candidats-éducateurs ? Qu'il les a incités à faire des études longues et difficiles et qu'il s'est « moralement (?) » engagé à les employer et que ce qui devrait être encouragé, est saboté, miné, détruit, par l'attitude jésuitique de ceux qui devraient le défendre ? Que l'Etat se conduit de la manière la plus cynique à l'endroit des handicapés, d'une part, et aussi des éducateurs qui voient le travail de longues années et un dévouement total à la cause de l'enfance déshéritée réduits à néant par la volonté discrétionnaire des princes qui nous gouvernent ?

Voilà des questions. Quels journaux de la « bonne presse » voudront se charger d'y répondre et aider à réparer préjudices et injustice ? Chiche qu'il n'y en a pas un !

Paul MAUGET.

Au PORTUGAL : militaires et communistes ont engagé le processus de fascisation

Les semaines passent, les illusions tombent. Les illusions ? Je ne parle pas des nôtres bien sûr ! Je parle de celles d'une gauche sans vertèbres, qui se sait impuissante et qui remet le destin des travailleurs dans les mains de bourgeois libéraux, d'intellectuels bavards, de curés révolutionnaires, ou de militaires progressistes ! Et dans ce sillage, la masse des révolutionnaires d'opérette suit en s'inspirant de la mode. Or aujourd'hui la mode est au militaire « *au grand cœur, près du peuple* » qui prend la relève du politicien marxiste qui n'a conservé de force que juste ce qui lui permet de participer tous les quatre ans à une campagne électorale.

Les résultats, vous les connaissez ? L'introduction des militaires, qu'ils soient de droite ou de gauche, dans la vie politique et sociale d'un pays se traduit par la suppression des libertés élémentaires, par l'emprisonnement des opposants, par l'arbitraire et finalement par la dictature, l'arme suprême des militaires auxquels un parti quelconque, de droite ou de gauche sert d'alibi.

Ce sont les militaires chinois aux ordres de Mao qui ont écrasé la révolution culturelle décrétée par Mao ! Ce sont les militaires chiliens qu'on nous présentait comme le soutien exemplaire de la légalité qui ont étranglé le gouvernement de gauche. Ce sont les militaires russes qui ont assassiné les libertés en Europe Centrale. Ce sont les militaires américains qui imposent en Asie une guerre impérialiste. Ce sont les militaires éthiopiens qui tuent. Ce sont les militaires d'Afrique, d'Amérique du Sud, d'Asie... etc. Ce sont les militaires français qui haussent le ton, s'expriment avec arrogance, encouragés par la veulerie du gouvernement, la lâcheté de l'opposition qui au lieu de leur intimer l'ordre de se taire, discutent avec eux pour les convaincre, voire les gagner, en tout cas les introduire dans le circuit politique où ils se conduiront, c'est inévitable, comme le renard dans le poulailler !

Mais voyons le Portugal ! On croyait qu'il s'agissait d'une exception ? Elle confirme la règle ! Au Portugal, le jeu se corse car les militaires ont trouvé comme alibi, un partenaire à leur mesure, le parti communiste. Sainte alliance, bénie, on peut le croire par Karl Marx, réinstallé dans le ciel par les rati-chons progressistes et suivi avec intérêt par les pionniers de la I^{re} Internationale, ou par ce qu'il en reste et qui ont pu échapper à Staline. Il faut bien le reconnaître, que cette association peut être fructueuse, car si les militaires possèdent la force, le parti communiste a, lui, la manière, et cette manière s'appuie sur un vocabulaire « *révolutionnaire* » que les gogos boivent comme du petit lait. Au début, tout de suite après le putsch, le premier, celui qui mit fin au régime hérité de Salazard, les militaires ont

semblé jouer le jeu, créant l'illusion, surprenant les naïfs même rôdés par la politique comme le socialiste Soares, déclenchant l'enthousiasme des jacobins du Café du Commerce. Dame, il fallait voir et les militaires ont vu ceux qui avaient avec eux des affinités traditionnelles, la discipline, les hiérarchies, le goût de la manière forte et une absence de scrupules que les grands mots de patrie, de socialisme, d'intérêts généraux, rendaient exemplaires. Et le second putsch, une opération à vrai dire bien étrange, a déchiré le voile.

Aujourd'hui, drivés par un partenaire qui connaît la musique, les militaires ont pris le galop. Un coup à droite, un coup à gauche ! Rien n'est nouveau dans ce bas monde, mais ce sont les vieilles recettes qui produisent le meilleur effet. A droite on élimine le concurrent que l'on remplacera, à gauche on élimine le concurrent qui pourrait vous remplacer dans le cœur des prolétaires. Et le tour est joué. Au Portugal, le processus est engagé. Il est irréversible, car les forces de gauche n'appartenant pas au parti communiste, et oubliant les leçons de l'histoire ont elles-mêmes contribué à confectionner au M.F.A. une image de marque devant les foules dont elles sont aujourd'hui prisonnières. Et tout le drame qui va se jouer devant nous est là. La mollesse révolutionnaire, la crainte viscérale des bouleversements poussent les socialistes à s'abriter derrière des groupes sociaux plus musclés et que n'embarrassent pas les scrupules. Les généraux chiliens ont assassiné un dirigeant socialiste, les communistes tchécoslovaques avaient une vingtaine d'années auparavant, jeté un autre dirigeant socialiste par la fenêtre. Les Portugais sont gâtés ! Ils risquent de voir chez eux une de ces méthodes de discussion politique employée au moment opportun. Ou, pourquoi pas les deux ?

Mais, dira-t-on, ce sont les militaires qui ont renversé le régime fasciste, les partis politiques avec leur maigre résistance en étaient bien incapables. Ces partis politiques sont bien obligés d'accepter l'autorité du M.F.A. sans lequel ils ne seraient rien.

C'est vrai ! Et c'est bien le drame ! Les partis politiques, les organisations révolutionnaires, les travailleurs se trouvent placés devant des situations qui sont le fruit de la politique de partis qui se réclament de la révolution mais qui, en réalité, font une politique de classe en faveur de leur appareil politique. La situation au Portugal illustre la tragédie d'un peuple qui, au lieu de tirer sa libération de ses luttes, la reçoit de groupes ou de clans qui finalement leur imposent, sous une forme différente et plus appropriée, une nouvelle exploitation de classe et les organisations révolutionnaires authentiques, et

je pense en particulier à nos camarades anarchistes qui ont reconstitué leur organisation, se trouvent devant un peuple que les politiciens ont saoulé de slogans réformistes et démobilisateurs et qui ont du mal à s'arracher à l'euphorie pour prendre conscience des réalités.

Et il faut le dire clairement, car il ne s'agit pas de plaire mais de comprendre les situations tragiques où les politiciens ont conduit la classe ouvrière, ces militaires qui partout dans le monde, sous l'étiquette de droite ou de gauche, montent à l'assaut des gouvernements et installent des dictatures militaires, n'ont pu le faire et créer l'illusion qu'à la lueur de la démission des partis politiques, dits révolutionnaires, comme il faut dire également que ce qui a pourri ces partis et émasculé les masses populaires, c'est la *démocratie parlementaire*.

Pour « *faire* » des voix, on a rangé dans le placard aux accessoires, les formules révolutionnaires, la lutte pour la suppression des classes, l'anti-militarisme, l'anti-cléricalisme et aujourd'hui les peuples croient ce qui leur est le plus agréable de croire. Le peuple croit parce qu'on lui a dit depuis trente ans, que les parlementaires, que les curés, que les libéraux, que les militaires feront une révolution pour lui ! Une révolution à moindre frais ! Une révolution pour laquelle on ne lui réclamera que l'effort minime d'aller aux urnes une fois tous les quatre ans.

Ce n'est pas vrai ! Ces gens-là ne feront pas une révolution pour le peuple ! Si ils font la révolution, ils la feront pour eux. La révolution à laquelle le peuple aspire il faudra qu'il la fasse lui-même, non pas avec les bourgeois, les curés, ou les militaires mais contre eux et quel que soit le vocabulaire « *révolutionnaire* » qu'ils utilisent.

Au bout du chemin où s'est engagé le peuple portugais, il y a le parti unique, la censure, les hiérarchies, les différenciations de revenus, en un mot tous les signes de la société de classe traditionnelle, à moins, bien sûr, que ce peuple pas encore gâté par la société de consommation, dans un effort suprême, envoie ses curés à l'église, ses militaires dans leur caserne et ses politiciens à l'usine, pour prendre en main l'administration de ses intérêts.

Mais si le peuple portugais n'est pas capable de cet effort, alors il peut être certain que les militaires se chargeront de lui apprendre « *que la discipline continue à faire la force principale des armées* » et que les intellectuels du parti communiste trouveront dans les œuvres complètes de Marx, le paragraphe indispensable à la sanctification de « *cette idée forte* ».

Maurice JOYEUX.

L'affaire Lorenz

L'enlèvement de Lorenz a été l'occasion, pour la presse française et allemande, de réunir terroristes, maoïstes, membres de la R.A.F. et criminels sous la même appellation d'anarchistes. Grâce aux renseignements donnés par nos correspondants allemands — et en particulier berlinois — nous pouvons présenter à nos lecteurs un exposé objectif des faits.

Le 2 juin 1967, lors des manifestations provoquées à Berlin par la visite du Chah d'Iran, l'étudiant Ohnesorg fut tué par la police et le groupe anarchiste « Mouvement du 2 juin » fut créé. Ce groupe s'est nettement différencié de la R.A.F. (marxiste-léniniste-maoïste) : il n'avait aucune structure centraliste, pas de chefs, pas de discipline révolutionnaire et repoussait le principe du commandement et de l'obéissance. Au point de vue pratique il adopta les méthodes de guérilla urbaine de la R.A.F. sans collaborer avec elle. Et il repoussa en 1971 les exigences de la R.A.F. qui voulait annexer le « Mouvement du 2 juin ». Ce dernier resta donc autonome et n'accepta pas les conceptions politiques de la R.A.F.

Le 22-11-71 le mouvement se fit connaître par une attaque de banque (exécutée selon les méthodes de guérilla de la R.A.F.) qui rapporta 8.700 DM et à laquelle participèrent Reinders (non encore ennemi public n° 1), Von Rauch et deux autres camarades.

Le 4-12-71 Von Rauch fut abattu par la police (c'est la version soutenue par toute la gauche) ; on a prétendu qu'il avait été tué par une balle venue du côté des anarchistes, mais l'affaire n'a jamais été vraiment éclaircie. Un centre de jeunesse prit à Berlin le nom de « Maison Georges Von Rauch » : durant ces dernières années les occupants eurent de nombreux affrontements avec les autorités et la police. Le calme semble être revenu jusqu'avant l'affaire Lorenz !

En 1972 une bombe dans le Yacht-Club anglais coûta la vie à une personne. D'autres attaques de banques et d'autres bombes suivirent. Le 4-6-74 eut lieu près de Berlin l'exécution de l'ancien camarade du Mouvement Schumcker, accusé de trahison, de dénonciations et de collaboration avec la police. Cette exécution prononcée par un « tribunal » du Mouvement entraîna à Berlin de vives controverses : des groupes anarchistes dénoncèrent cet acte comme étranger à l'anarchisme, le Mouvement du 2 juin répondit en le présentant comme un acte de guerre et un exemple pour tous les traîtres à venir.

Récemment la mort de Holger Meins en prison, à la suite d'une grève de la faim, déclencha de nombreuses manifestations dont une violente à Berlin sur le Kurfurstendamm : nombreux blessés, nombreuses arrestations suivies de plusieurs condamnations. La libération des condam-

nés devait être la première revendication lors de l'enlèvement de Lorenz et elle fut obtenue.

Le 10-11-74 le juge Von Drenckmann fut tué à Berlin. Le Mouvement se proposait de l'enlever pour négocier ensuite la libération de prisonniers. Il semble, qu'étant armé, il se soit défendu et fut alors abattu. La police n'a pas précisé les circonstances exactes de la mort. Et c'est enfin l'enlèvement de Peter Lorenz, tête de liste du parti chrétien-démocrate : enlèvement techniquement réussi, la police étant impuissante même à découvrir le lieu de la détention de Lorenz, qui dura jusqu'au 5-3, peu après minuit, et cessa lorsque les conditions posées par le Mouvement furent acceptées. Les cinq prisonniers libérés — deux hommes et trois femmes — sont âgés de 22 à 33 ans et étaient condamnés à des peines de 6 à 12 ans de prison. Les cinq libérés sont liés au Mouvement du 2 juin — certains par des liens affectifs —, ce sont des éléments capables de continuer la lutte, ils sont ou anarchistes ou plus près du Mouvement du 2 juin que de la R.A.F. Un sixième prisonnier était réclamé : Horst Mahler, condamné à 12 ans. Mahler, lié à la R.A.F. et au parti marxiste-léniniste-maoïste a refusé d'être libéré et a parlé à la télévision, faisant un véritable discours électoral pour le parti K.P.D.-M.L. (maoïste). Dans le numéro de février du M.L. nous avons signalé cette récupération de la R.A.F. par les maoïstes-léninistes, à laquelle a participé M. Sartre.

La police recherche Reinders (ennemi public), mais aussi Teufel (l'ancien membre bien connu de la Commune I), Angela Luther et d'autres connus à Berlin pour être anarchistes. Aussitôt après la libération de Lorenz a commencé l'action policière. 180 camarades ont été arrêtés, 100 logements, sous prétexte de perquisitions, ont été saccagés, le mobilier brisé à coup de hache, portes et fenêtres arrachées. Les brutalités policières ont été particulièrement raffinées, surtout à l'égard des femmes. Finalement on a dû relâcher tout le monde et la police est restée bredouille. A noter que la police de Berlin-Est a, elle aussi, participé à la chasse à l'homme ! Dans d'autres villes la police s'est livrée à des « vérifications » concernant les déplacements possibles de « suspects ».

Que pense de tout cela l'homme de la rue, le Berlinoïse moyen ? Beaucoup, intoxiqués par la presse de Springer, rangent du côté des autorités qui réclament des mesures énergiques et une répression exemplaire. Il est, certes, impossible de discuter publiquement de l'anarchisme, mais on sent chez beaucoup de gens du respect et de l'admiration pour la parfaite réalisation de « l'affaire Lorenz ».

Que pensent nos camarades allemands des événements ? On ne peut reproduire toutes les

(suite page 13)

Allemagne de l'Ouest

L'Allemagne n'a pas besoin d'un homme fort. — Le développement de l'inflation, la montée des prix, les menées criminelles des grands monopoles et des larrons de l'impérialisme, la tendance à un terrorisme d'extrême-droite, les lois d'exception, les interdictions d'exercer certaines professions, les commandos policiers chargés de la répression du « terrorisme », une justice implacable avec au bout la prison ; et, d'autre part, les affaires d'espionnage politique, les scandales militaires, la corruption dans les commandes d'armement, la torture, la guerre et la faim dans plusieurs parties de ce monde qui étouffe dans le brouillard empesté des usines : tout cela tombe sur le dos de l'homme du peuple qui encaisse les coups machinalement, vote de bon cœur pour ses exploiters et accorde sa confiance à tous ces criminels. Rien ne peut l'ébranler... sauf si un méchant « terroriste » fait sauter une banque ou si quelque perversi sexuel s'est livré à des fornications contre nature ! Quant aux millions de morts et de mourants, victimes des gens au pouvoir, ils n'émeuvent pas l'homme du peuple !

Combien cette mentalité masochiste est encore enracinée dans l'esprit de beaucoup d'Allemands, c'est ce que montrera l'histoire suivante. Cela se passait tout récemment, un soir, dans

un petit village près de Stuttgart : dans l'arrière-salle d'un café on procéda à une « séance de sondage » pour désigner quel devait être « L'HOMME FORT DE DE-MAIN ». Pour cela les acteurs masqués d'un groupe théâtral livrent en public des discours anonymes de « grands » hommes politiques, parmi lesquels Josef Strauss, Lyndon Johnson, Adolf Hitler, Kurt Schuhmacher. Ensuite on fit voter les auditeurs qui ignoraient les auteurs de ces discours : et c'est ainsi que 52 % élirent Hitler « *homme fort de l'avenir* » ! La plupart des participants, la mine consternée, tentèrent d'annuler leur choix avec des excuses embarrassées. Mais on n'entendit que de rares propos plus précis comme : choisir dans un moment de faiblesse le mauvais candidat... les Allemands n'en sont pas encore guéris. Les revendications d'Hitler réclamant l'unité du Reich et davantage d'espace vital à l'Est, ses vifications : malheur à celui qui oserait... ! échappèrent totalement à la compréhension des gens et ne suscitèrent pas de contradiction. Qu'il serait donc facile pour un « massacreur fort » qui chercherait à revenir au pouvoir de retrouver précisément sa place en Allemagne !

Homme fort ou homme abruti : voilà l'Allemand. Quand donc comprendra-t-on que les usines peuvent marcher sans capitalistes, que les écoles, les universités, les communes et les villes ne doivent pas leur développement à quelques exploiters mais à tous ceux qui travaillent

et ont donc droit à la pleine jouissance des fruits de leur travail ? Quand le comprendra-t-on ?

Kauss Haag.

★★

Les élections municipales de Berlin. — Pour ces élections qui eurent lieu le 2 mars, sept partis participèrent à la foire électorale. D'abord le S.P.D. qui avait jusqu'ici une faible majorité absolue (50,4 %) et qui s'appuie sur la « politique à l'Est » et la sécurité de l'emploi ; puis le C.D.U. qui représente l'opposition (tête de liste Lorenz) et qui est conservateur et anti-gauche ; enfin le parti libéral F.D.P. qui est allié au S.P.D. dans la coalition gouvernementale. Viennent ensuite le S.E.W., filiale du parti communiste de l'Allemagne de l'Est qui le soutient et le finance ; le K.P.D. maoïste opposé aux révisionnistes de Moscou et de Berlin-Est, et lié à la R.A.F. ; le K.P.W., réplique berlinoise du D.K.P. communiste orthodoxe ; enfin l'Union de l'Allemagne libre (B.F.D.) qui groupe l'extrême-droite conservatrice, néofasciste, activiste et qui, sur certains points, soutient les chrétiens-démocrates.

A noter que ces élections d'où sont absents les très nombreux ouvriers étrangers et auxquelles un parti ne peut participer qu'avec l'autorisation des autorités d'occupation sont une farce dont les résultats ne peuvent entraîner aucune modification dans la situation économique, ni modifier l'exploitation des ouvriers.

88 % (1.600.000) des électeurs ont voté, 185.000 ont refusé de choisir entre les sept quémandeurs de voix. Comme à chaque élection, les social-démocrates ont perdu des voix (42,7 % seulement), les chrétiens-démocrates en ont gagné (de 38 % ils passent à 44 %), les libéraux sont toujours en perte de victoire (de 8,4 à 7,2 %). Le B.F.D. arrive à 3,4 %, le S.E.W. à 1,9 % et les deux autres partis communistes réunissent au total 0,9 %. Ainsi la coalition S.P.D., F.D.F. conserve la majorité et rien n'est au fond changé. Ce qui nous intéresse c'est la confirmation de la baisse de l'influence social-démocrate, et le fait que les partis dits communistes (avec 2,8 % des voix) sont vraiment vomis par les Berlinois. Les progrès de la droite sont-ils l'indice d'un glissement de l'Allemagne vers un régime encore plus conservateur et brutalement policier que celui que dirige le parti social-démocrate ? C'est le sentiment de la plupart de nos correspondants.

Les élections du 9 mars au Landtag de Rhénanie-Palatinat ont confirmé les progrès du C.D.U. et le recul du S.P.D. Attendons les élections du 4 mai en Rhénanie du Nord-Wesphalie... en nous disant bien que ces jeux de la politique ne changeront rien à la situation économique et à la condition ouvrière !

★★

Terreur policière à Berlin. — Mise en échec et ridiculisée par l'enlèvement, la détention et la libération de Lorenz, la police

berlinoise s'est déchaînée au cours d'actions de grande envergure. Elle n'a pu trouver aucun membre du Mouvement du 2 juin, mais elle s'est livrée à des actes de vandalisme aveugle, qui ont abouti à la destruction des maisons de jeunes « Von Rauch » et « Weissbecker », rendues complètement inhabitables. La police mit aussi à sac le centre de jeunesse de Schöneberg et le centre socialiste de la Stephanstrasse. Le pillage de la maison de « Weissbecker » eut lieu le 5 mars de 2 heures à 5 heures du matin, en pleine nuit, avec le concours de 300 policiers secondés par des chiens et des brigades spécialisées. Un journaliste, à la radio, soulignant l'impuissance de la police, a stigmatisé ce « vandalisme inconsidéré » qui a mis en pièces non seulement portes et fenêtres, mais aussi appareils de chauffage, machines à laver, mobiliers, literies. On peut changer la forme de l'Etat : fasciste ou démocratique, la police — comme l'armée — ne change pas !

★★

Une occupation d'usine. — Fait nouveau dans les luttes ouvrières en Allemagne ! La société D.E.M.A.G. (Duisbourg) avait acheté en 1969 une usine à Kalletal-Kalldorf (Lippe), pour la construction de machines utilisées dans l'industrie des produits synthétiques. En janvier 75, la direction considérait encore l'affaire comme rentable et brusquement décidait la fermeture ! Les ouvriers et les employés ont occupé l'usine et les bureaux après le 5 mars, le personnel déclarant son intention de s'opposer à l'avenir à tout licenciement et à tout démontage des machines.

★★

L'avortement hors la loi. — Le Bundestag avait finalement voté l'abrogation de l'article 218 interdisant tout avortement. Mais la cour suprême fédérale siégeant à Korbach a proclamé la nouvelle loi contraire à la constitution et l'avortement reste un délit, avec toutes les conséquences que cela entraîne pour les femmes pauvres. Cette cour comprenait sept hommes (cinq chrétiens-démocrates, deux social-démocrates) et une seule femme (d'ailleurs appartenant à une Eglise). Le résultat était donc prévisible. La lutte des femmes continue et va s'amplifier, et des manifestations ont eu lieu avant et après la décision de la cour, dont les bâtiments — sans leurs occupants — ont été fortement mis à mal par l'explosion d'une bombe. L'« Année de la Femme » commence mal en Allemagne... mais elle n'est pas finie !

Cuba

La revue anarchiste de langue allemande « Akratie » (Bâle) publie un long rapport de Humberto Medrano (commission américaine pour les droits de l'homme). Il répond à un article paru dans « The Pilot » (22-11-74) et dans lequel le Père

M.C. Guire, directeur de la section d'Amérique latine de la conférence catholique de Boston, prétendait qu'à Cuba, depuis 1967, la situation des prisonniers politiques « *avait radicalement changé* ». En réalité, depuis 1967, la liste est longue des prisonniers morts en prison (tortures, grèves de la faim, manque de soins, etc...). Medrano expose en détails ces cas d'assassinat ainsi que le cas des nombreux prisonniers gravement blessés à la suite de brutalités des gardiens. A Cuba fonctionnent 43 prisons et camps de concentration et Medrano dénonce particulièrement le régime inhumain des prisons de Boniato et la Cabana. Il s'agit là de véritables camps d'extermination et Castro n'a rien à envier à Hitler ou aux satrapes du Kremlin. Les estimations les plus modérées portées à l'actif du régime de Castro : 30.000 exécutés sans jugement et 100.000 détenus dont le nombre décroît... car la mort les libère de leurs souffrances ! Citons cette conclusion de Medrano — que nous faisons nôtre : « *Il faut chercher le motif de ces crimes de génocide idéologique et de terreur légalisée, avant tout dans la nature intime du communisme. Cette doctrine fonde son pouvoir sur le mépris et la haine à l'égard de tous ceux qui ne pensent pas et n'agissent pas comme l'exige le parti.* » Quand donc les champions des protestations à sens unique comprendront-ils que le fascisme et les diverses formes du communisme marxiste-léniniste se rejoignent dans l'ignominie ?

Italie

Belgrado Pedrini

Belgrado Pedrini a été gracié par le président de la République italienne (voir M.L. du mois de mars). Il a commencé 3 ans de « Maison de Travail » que la justice italienne lui fait subir pour le réadapter des 30 ans qu'elle lui a fait passer dans ses geôles. C'est en fait 3 ans de semi-prison qui attendent Pedrini.

Il se trouve actuellement à la prison judiciaire de Pise, et on peut écrire pour demander sa libération à :

*Giudice de Sorveglianza
Dott. Antonio Giannipieri
Tribunale penale di Pisa
PISA (ITALIA).*

Durant la première quinzaine de mars, Pedrini a pu bénéficier d'une permission de 10 jours, qu'il a passée à Carrare au milieu de ses amis et des anciens partisans anti-fascistes. Il est physiquement très mal mais son esprit révolutionnaire et sa volonté de toujours se battre pour la justice et la liberté ont étonné plus d'un.

Le comité pour Belgrado Pedrini appelle les antifascistes du monde entier à se battre pour que le vieux partisan anarchiste soit mis en liberté.

*Comitato pro Pedrini Belgrado
Piazza Matteotti, 31
54033 CARRARA (ITALIA).*

lettres reçues et il faut se borner à de courts résumés. Les jugements portés sur l'action du Mouvement du 2 juin sont divers et contradictoires : rien d'étonnant car il y a en Allemagne 60 à 70 groupes autonomes, sans grande coordination et représentant des tendances qui vont de l'anarchisme classique à l'anarcho-marxisme ! Pour les opinions individuelles citées ci-dessous, j'indique seulement le lieu d'origine : « *Le tort de beaucoup de camarades c'est qu'ils sont trop avec les marxistes... la séparation entre anars et marxistes n'existe plus... les révolutionnaires de la R.A.F. ou du 2 juin sont des maos* » ; pour ce camarade (Essen) qui condamne ces actions individuelles « *la R.A.F. a su imposer son point de vue et le gouvernement est impuissant* ». Le groupe de Karlsruhe a édité un tract et dénoncé la campagne orchestrée par tous les partis et assimilant les anarchistes aux terroristes. L'enlèvement de Lorenz a servi la propagande électorale de la C.D.U. : « *Elle ne peut qu'être utile à un nouveau national-socialisme ou à un nouveau fascisme* » : enlèvements et meurtres sont étrangers aux buts de l'anarchisme.

Une camarade de Mayenne considère que de telles actions sont inconsidérées. Elles entraînent une répression accrue et pour 5 libérés il y en aura bien davantage emprisonnés ; de plus cela permet au pouvoir d'ameuter la population contre tous les mouvements révolutionnaires.

Un camarade de Mannheim souligne le succès de « l'opération Lorenz », en n'approuvant que partiellement de telles prati-

ques. Mais il ne s'associe pas aux critiques du groupe de Karlsruhe qui insiste trop sur le danger d'une répression accrue.

Un camarade de Cologne ne condamne pas l'action comme telle, mais le but auquel elle a servi : « *Au lieu de la libération de cinq des leurs, pourquoi les ravisseurs n'ont-ils pas exigé le réembauchage de tous les ouvriers licenciés, de l'usine de Wolfsburg, par exemple. Ceci aurait eu une influence sympathique sur la population qui, abrutie par la presse est « disposée plus qu'avant à aider la police ».*

Un camarade de Berlin : « *Chaque camarade doit se décider librement et choisir sa voie : le but qui importe, c'est l'anarchie... je respecte aussi bien le non-violent absolu que celui qui rend coup pour coup et exerce une agressivité qui n'est que défense vis-à-vis de l'exploitation et de la violence propres à l'Etat. Ce ne sont pas des philosophies, des discours sur le bien ou le mal, la violence ou la non-violence qui aident les prisonniers... ».*

Je cite enfin un camarade de Bruxelles qui, après avoir fait l'histoire de la R.A.F., trouve troublant le meurtre de Drenkmann suivant la mort de Meins, troublant l'enlèvement de Lorenz ainsi que le choix laborieux.

(Si j'avais à donner ma position (ce qui n'a pas lieu d'être au sein de la rubrique internationale), je me placerais dans une optique intermédiaire entre les positions du camarade de Berlin et du camarade de Cologne.)

Jean BARRUE.

« Dans trente ans sous peine de périr tous... »

Henry Demay, dont nous avons dit dans les colonnes de ce journal les dons de romancier, de conteur et de poète, aborde avec son ouvrage *« Dans trente ans sous peine de périr tous... »*, un des problèmes essentiels du jour, qui ne peut être isolé de son contexte social.

Cet ouvrage est composé en partie des articles que ce courageux journaliste a fait paraître dans *« le Miroir du Centre »* de Limoges (une des rares publications qui ne soit pas tenue par un fil à la patte, et à qui il arrive de nous citer et de rappeler qu'anarchie n'est pas synonyme de désordre).

Riche de références, ce livre survole admirablement la question et, qualité non négligeable, se lit sans dictionnaire technique ni tube d'aspirine.

Après avoir repris les prévisions des statisticiens, « 14 milliards de bipèdes humains en 2035 et 25 milliards en 2070 », il relie ces chiffres aux appétits mercantiles de ceux pour qui une tête de pipe en surnombre de ses devanciers est un consommateur de plus à exploiter.

« On s'achemine — le fait de vrait être aveuglant pour qui veut « voir » — vers une exacerbation démentielle de la « loi du profit » sous toutes ses formes. On connaît, on sait, on constate toutes ses conséquences aggravées de jour en jour, toutes ses imbrications dans les événements quotidiens, tous ses effroyables inconvénients sur les plans humain, écologique, etc... ».

Mais l'accroissement du cheptel humain pose le problème du redoublement de la discipline, des règlements et des lois. Il n'échappe pas à l'auteur que :

« Parallèlement, on s'achemine vers la servitude de l'esprit, et des esprits, vers une « fasciation » graduelle, mais globale. Emprise du machinisme, de la technocratie, de l'argent partout... ».

Puis il en vient à ce fameux bien-être promis pour... demain, par tous les bateleurs politiques, bien-être que l'individu — faussé par une société artificielle — confond trop souvent avec le bonheur :

« Le bonheur ? Sans doute... Mais au juste qu'est-ce que le bonheur ? Plus d'argent, de confort, de sécurité matérielle ? Moins de soucis, de « responsabilités » personnelles, de problèmes de conscience ou... de cœur ? Un perpétuel farniente ? Rien n'est moins sûr !

« Parmi tant d'autres, voici une preuve, exemplaire et symbolique : la Suède.

« Dans ce pays, le citoyen est — apparemment au moins — parfaitement « intégré » dans le système ; totalement placé sous la tutelle de l'Etat qui le « dore » au maximum... Pour son citoyen, l'Etat a pensé à tout. Et malgré les confort, les « libertés » fignolées avec soin, y compris celle du sexe, c'est en Suède qu'on compte le plus fort pourcentage de SUICIDES, avec la Hongrie semble-t-il.

« Diable ! Pourquoi cela ? Parce que, c'est évident, il manque

encore quelque chose à ces gens « comblés ». Et quelque chose d'important puisque ce vide les pousse au suicide... »

« Nous avons souvent répété que nous vivons un monde où l'on s'ENNUIE, quelles que soient les trompeuses apparences, les habiles finasseries et peut-être même à cause d'elles !

« Ce qui leur manque — ce qui nous manque aussi, et déjà c'est un idéal. Ou, si l'on préfère, un « autrement » que permet d'imaginer, d'abord, un « supplément d'âme ».

S'agit-il pour Henry Demay de faire marche arrière, comme nous en accusent nos détracteurs ?

« Il ne s'agit nullement de retour en arrière ; il s'agit d'aller de l'avant, mais d'y aller différemment, autrement. Il s'agit d'aller ailleurs que vers l'abîme où nous courons... »

« Car, n'en déplaise aux esprits robotisés, c'est en ce moment que nous sommes en train — non plus de « progresser » — mais bien de REVENIR EN ARRIERE. Admirateurs béats et inconscients d'un pseudo-progrès nocif, meurtrier, sachez que c'est cette ère-ci qui risque de nous ramener tous, et brutalement... à l'âge des cavernes, si ce n'est à la disparition pure et simple de la planète. »

Quant à la solution proposée, elle n'est pas puisée dans le matérialisme historique de Marx découlant de la seule économie, mais dans la nature complexe et multiple de l'homme :

« L'aberration technologique est cet appétit de fabrication selon lequel l'homme existerait pour faire fonctionner des machines, pour produire et consommer. C'est cette folie de croissance à tout prix. C'est ce mercantilisme qui en découle... »

« Cette technologie intensive nous fait perdre toute mesure, nous fait oublier que nous avons autre chose à faire en ce monde que de bâfrer et de courir du travail au loisir, de la vie à la mort.

Cette aberration technologique, c'est la pollution industrielle, ce sont les abus de la publicité, le gaspillage, c'est enfin cette monstruosité qu'on appelle l'arme nucléaire, qui suce nos énergies, qui absorbe nos ressources au détriment de nos besoins alimentaires, sociaux éducatifs et autres... »

« Le surpeuplement du globe est pire encore : c'est lui qui provoque la dévastation de l'environnement naturel, exacerbe l'agressivité. C'est à ce surpeuplement qu'il conviendrait de s'attaquer d'abord. »

Je pourrais multiplier les textes de cet ouvrage où tout serait à citer, alors lisez-le plutôt.

J'ajouterai seulement qu'il est préfacé par Georges Krassovsky, et qu'y figurent en exergue deux messages de Jean Pignero et d'Alain Bombard.

Maurice LAISANT.

P.S. La plaquette de Henri Heine commentée le mois dernier est éditée par la collection « La ligne brisée », 23, allée E.-Dolet, Pavillon 13, en vente à Publico.

Blanqui, Bakouquoi, Kropotqui ?

Quand Maurice Frot publia *Le Roi des Rats* en 1965 puis *Nibergue* en 1969, certains critiques ne trouvèrent rien de mieux, pour le classer, que de le définir comme un nouveau Céline qui se serait pris pour Proust — ou vice-versa... Quelles réminiscences découvriraient-ils au disque « Meillard chante Frot Castanier » ?

Dans les textes d'un lyrisme violent — où la rigueur apparaît soudain révélée par la mise en couplet qui fait, d'une prose à peine cassée, de vraies chansons — Maurice Frot raconte des souvenirs qui appartiennent à toutes les mémoires, Cévennes « sans écho et sans nom » et refrains de luttes libertaires. Mais ses références sont surtout des repères personnels (1) avec lesquels un accordéon, un hautbois, ou un piano nous font coïncider lorsque, sur une musique de Paul Castanier, Alain Meillard chante les rêves floués de cet « homme dévasté » (*L'homme de cendres*).

Toutes les expériences d'une vie se retrouvent en effet confrontées, confondues, dans des associations de mots-rafales où l'univers entier se déploie et se brise, comme dans *Nibergue*, au chevet de « Nélie-la-Vie », la grand-mère du Maillard du *Roi des Rats*. Du temps où le Viet-Nam s'appelait Indochine :

« Dans cette chambre où seuls tous les deux Nélie.

Parle dernière fois nous retrouvons ensemble

Seuls Nélie et pourtant en procession ces ombres

Qui s'éloignent de nous c'en fait du monde. »

Passé et avenir se mêlent encore, à la première personne, dans les femmes racontées au présent avec des accents de courtoisie médiévale (*L'odeur de l'amour*) ou au passé avec des accents de pop music (*Les p'tits loups*), amour alibi de nos apocalypses :

« L'amour embaume nos mas-sacres

Nos carnavaux nos simulacres Et encore nos cris d'agonie. »

Résignation à secouer ! En prise sur la vie quotidienne (*L'Ogre Matin*), textes et musique entreprennent de réinventer les dépucelages du monde ouvrier, dans un chant des mineurs en marge de *Germinal* et de l'enfance de Frot à Decazville (*Au charbon*). Et puis les rengaines populaires de l'espoir, au son d'un accordéon un peu grinçant, un peu pourri, cette *Complainte de Pavlov* qui fait penser à Kurt Weill et à l'*Opéra de quat' sous*.

Chansons des rues et chansons des usines...

« Blanqui, Bakouquoi, Kropotqui ? » La révolte se lèvera rouge et noire, bientôt. Dans le roulement de tambour qui précède quelque *Proudhon Story* ? La chanson se termine en pot-pourri, final cacophonique qui

est une espèce de gigue dansée par les tyrans triomphants !

L'attente ? Les femmes rêvées et toutes possédées (*Celui qui rêve*) ou la mer comme une symphonie ou un poème, avec ses « poètes empiégés » mais aussi ses « faux matafs de la gentry » (*Le métier de la mer*). Dialogue ou monologue de la parole isolée de la musique. Au-delà même de la mer :

— « Jamais vous n'y entrerez rien ».

La musique de Castanier accroche l'auditeur par un rythme très souvent indéfinissable où les contre-points se font parfois — volontairement — gênants. Du classique à la pop, en passant par le réalisme populaire, elle grince ou ironise, parfois se prend à l'attendrissement pour tomber dans une discordance que souligne la voix d'Alain Meillard :

« Il ne s'agit pas de roman populaire

Ni de faire pleurer Margot ». Il s'agit avant tout de crier la révolte pour créer l'amour.

Françoise TRAVELET.

(1) (Cf. les nouvelles de Maurice Frot parues dans *LA RUE* (n° 2, 5, 7). Les livres cités ont été publiés chez Gallimard. Une pièce, *LE VIDE-ORDURES*, en février 1975 chez Oswald (écrite en collaboration avec P. Castanier.)

DUPONT LAJOIE

C'est un film dénonciateur, qui traite enfin du racisme anti-arabe, non pas tant de celui — militant — que diffusent des torchons fascisants, du type « Minute » ou « Rivarol », mais de celui, somme toute banal, quotidien, lâche, que pratiquent tant de « braves » gens qui vous jureraient pourtant leurs grands dieux qu'« ils ne sont pas racistes, mais... ».

C'est aussi un film sur la connerie, et ce Lajoie (remarquablement interprété par Jean Carmet) la personnifie à merveille. Petit bistrot bourré de préjugés et d'idées toutes faites, tout fier de sa belle caravane neuve et de son fiston, qui a son bac, il représente assez bien le « Français moyen », bon vivant, tiercéiste, amateur des âneries télévisées style Guy Lux, fort en gueule et vaniteux.

Lajoie se retrouve avec Bobonne et le garçon dans un camping du Midi, où il vient chaque année. Ses copains sont aussi tarés que lui, et c'est en voulant s'envoyer la jolie gamine, bien roulée, de l'un d'eux, qu'il la tue par accident.

C'est la tuile, mais notre « honnête » commerçant a une idée géniale : il porte le corps de Brigitte sur le chantier voisin où travaillent et logent dans une cabane cinq ouvriers algériens, employés à la construction de cages à poules destinées à engraisser les promoteurs et défigurer le paysage. Le stratagème réussit, bien sûr ; les soupçons se portent vite sur les « bicots », et à l'initiative d'un ancien d'Algérie, une sorte de grosse brute déguisée en para, une expé-

dition punitive est organisée. C'est la ratonnade sauvage, ignoble, qui verra un malheureux ouvrier arabe lynché.

L'inspecteur qui s'occupe de l'enquête, a compris ce qui s'est passé et il souhaite confondre le commando des racistes, dont Lajoie faisait évidemment partie. Mais le Pouvoir veille au grain, et parvient à dissuader le flic d'agir, sous le fallacieux prétexte de protéger... « l'ordre public ».

C'est tellement plus simple de prétendre que la fille a été violée, puis assassinée par un Arabe, et que celui-ci, désavoué par ses compagnons, a été jugé, condamné et exécuté par eux. Point final.

Les « bons » Français pourront quitter le camping sans être in-

quiétés, et Lajoie retrouvera son bistrot, même s'il a perdu l'estime de son fils.

Pourtant, un jour, l'Algérien, dont le frère a été massacré lors de la ratonnade, fera irruption, et le film s'achèvera sur cette scène de vengeance.

Yves Boisset, après « l'Attentat », nous donne là une œuvre courageuse. C'est un film qui dérange, parce qu'il ose montrer une réalité odieuse de cette société d'exploitation.

La condamnation de la bêtise et de ses conséquences tragiques ne peut laisser indifférent aucun homme digne de ce nom. Un grand moment de cinéma-vérité. Il faut voir « Dupont-Lajoie ».

Bernard LANZA.

GALA

Le 29 avril à 20 h 30, le Groupe Libertaire Louise-Michel organise un GALA (autour du thème : Le 1^{er} mai) au Modern Palace République (11, place de la République à Paris). Réflexion historique du 1^{er} Mai, par Maurice Joyeux.

Poésie - Chansons avec :

— Simone BARTEL,
— Jacques DEBRONCKART,
— Jean HUGUES.

Participation : 15 francs.

Il est prudent de retenir sa place à :

PUBLICO, 3, rue Ternaux, 75011 Paris (VOL. 34-08) ou au local du groupe, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Les billets seront également vendus sur place.

La technologie libératrice de Murray Bookchin

Un pas vers l'utopie concrète

La lecture de ce petit livre est fortement intéressante, à plusieurs points de vue :

— il fait entrevoir une opinion très synthétique et typiquement anarchiste du problème technologique, et dans ce domaine, notre littérature libertaire fait plutôt défaut (sauf dans une certaine mesure, la défunte revue *Survivre et Vivre*) ;

— cela apporte de l'eau au moulin du fédéralisme et de l'autogestion sous un aspect technique et scientifique ;

— ce texte écrit et publié en 65 aux U.S.A., sorti il y a un an en France, reste sauf quelques détails, absolument actuel quant à ses propositions techniques.

L'étude ici présentée se divise en deux parties : tout d'abord un résumé, à la fois synthétique et analytique de cet ouvrage et une brève conclusion.

Dès l'introduction, on sait où se situe l'auteur : « La science objective de l'histoire frappe de nullité tout ce qui n'a pas sa place toute tracée dans une histoire écrite d'avance ». Ce n'est pas marxiste, d'ailleurs Bookchin est passé par le marxisme et est depuis longtemps un anarchiste convaincu.

Il est à noter que ce texte fut écrit il y a dix ans, ainsi certaines solutions techniques semblent douteuses maintenant.

L'auteur recherche le potentiel de la technologie à libérer le développement de l'homme.

Au XIX^e siècle, on entrevoit une abondance possible, cependant on ne peut pas égaliser la richesse sociale à un faible niveau technologique, sinon par retour à une nouvelle domination de classes.

Ce problème de la pénurie et du travail est millénaire, et fit, en partie apparaître le clivage entre marxisme et anarchisme, par l'antagonisme entre liberté et nécessité. Marx laisse cela à un état « prolétarien » qui devait dé périr...

Au contraire, Bakounine pensait que les tendances anti-sociales de l'homme se résoudraient sans fortes contraintes et Kropotkine met l'accent sur la tendance à l'entraide.

Ces deux pensées sont pleines d'ambiguïtés en ce qui concerne la réponse au problème de la pénurie et du travail qui ne fut jamais encore résolu vraiment par l'un ou l'autre corps de doctrine.

Il faut cependant reconnaître que les anarchistes ont maintenu sans compromis leur idéal de liberté, alors que les autres n'ont cessé de le compromettre par des transitions ou des manœuvres politiques en donnant un aspect du pouvoir et de la centralisation proche du capitalisme moderne d'Etat.

Entre 1850 et 1940, la société occidentale a dépassé deux âges technologiques essentiels : le paléotechnique, du charbon et de

l'acier et le néotechnique de l'électricité, de la chimie de synthèse et du moteur à combustion (voir à ce propos, « La révolution énergétique » de Maurice Fayolle in la Rue n° 1).

Durant ces deux périodes, les socialistes ont fait l'hymne du travail et l'éloge des seuls ouvriers (liberté induite du plein-emploi). Ces conceptions paraissent anachroniques car le bond technologique nous permet d'entrevoir l'abondance par les machines et de plus en plus de personnes croient fortement à la possibilité d'une vie avec un travail minimum.

La technologie est ouverte, et est passée de l'invention à la conception. Les limitations sont imposées par les coûts qui sont une notion en réalité fictive car la production n'a besoin que de matière, d'énergie et de travail. On peut construire n'importe quel gadget, cependant : « Il ne s'agit plus de savoir si on peut les construire, mais si cela en vaut la peine ».

Les machines peuvent effectuer pratiquement toutes les opérations faites par les hommes, et ce avec un rendement plus grand. Mais il faut pour résoudre les problèmes, redéfinir les produits et la conception des usines. L'auteur donne ici comme exemple de technologie libératrice la suppression de l'exploitation minière qui peut être entièrement mécanisée et, bien que soit contestable, si la société le veut, on peut l'automatiser dans de larges secteurs.

L'application de la cybernétique à la technologie peut aussi donner aux hommes la liberté nécessaire pour nous demander comment les entités industrielles peuvent promouvoir la solidarité humaine et équilibrer l'« écosystème ».

L'organisation industrielle et politique actuelle conduit au centralisme, tandis que la gestion ouvrière sur la base d'usine, de communauté locale, etc... pourrait l'éliminer largement. Cette technologie permet-elle de produire sur une petite échelle, à une échelle humaine ? Il nous faut voir si « La société s'organisera en fonction de la technologie, ou si la technologie peut s'adapter à la société ».

Puis l'auteur nous montre les possibilités de l'usage de l'ordinateur. Dans cette même voie, la miniaturisation, on peut évoquer la métallurgie ce qui nous conduirait à la fin de la nécessité de cette industrie hiérarchisée et centralisée. Les méthodes permettant cela existent et sont déjà au point.

La tendance du siècle dernier a été la spécialisation technique constante et par là, a donné la division du travail. Ainsi, la machine est conçue pour une seule production. On arrête celle-ci et on peut jeter cette machine. Alors qu'il est possible d'avoir des machines polyvalentes à « fonctions fondamentales » (ex. : percer, scier, etc...). Ainsi les machines pourraient être à la charge d'une collectivité locale, en étant peu nombreuses et non sous-employées.

Certaines machines très spécialisées peuvent être conservées avec profit, par exemple la mise en boîte.

Donc, une collectivité locale de taille réduite pourrait posséder la plupart des activités économiques.

L'homme doit se rendre compte de sa place dans la nature et de sa dépendance vis-à-vis des éléments. Les civilisations anciennes se servaient du patrimoine naturel sans trop grand dommage. L'urbanisation et le développement industriel ont bouleversé cette dépendance et ont essayé de passer outre. L'homme est ici réduit à un vulgaire consommateur, sans relations directes avec le monde naturel. Le premier pas serait de mettre fin à l'opposition ville-campagne, bien qu'il ne faut pas retourner à l'esclavage d'autrefois.

Il faut rechercher comment on peut utiliser la mécanisation, et « pratiquer une agriculture écologique à l'échelle humaine ». De nombreuses machines actuelles, polyvalentes, pourraient être utilisées selon les sols, les climats, et en diversifiant flore et faune. Le sol serait utilisé pour les cultures qui lui conviendraient le mieux, et on doit maintenir sa valeur par l'équilibre bois-prés-champs, et mêler la ville à la campagne. On réaliserait ainsi la fusion « organique » entre le genre humain et le monde vivant dont il fait partie malgré son semblant de dépassement, par le développement du « jardinage » où l'individu est à même d'épanouir son intégrité dans cette activité ludique et créative.

Ainsi, l'utilisation, qui s'accompagne du plus grand respect, du patrimoine naturel pourrait prendre la place de son exploitation, en cours actuellement. Dans cet esprit, des techniques locales et nouvelles peuvent s'implanter.

L'archéologie nous montre des innombrables petits ateliers, que l'activité économique de dimension nationale a fait disparaître. Mais cette nouvelle technologie peut rendre son activité à ces possibilités locales (on peut exploiter par exemple des minerais à faible teneur).

Il reste une question de taille, mise en avant maintenant, c'est le problème énergétique (en terme de rareté) et on n'y arrivera jamais par l'énergie fossile.

Il faut donc que nous tirions l'énergie dont nous avons besoin, de la même façon que les plantes, c'est-à-dire en s'introduisant dans les cycles énergétiques de la vie ; le problème est donc de capter l'énergie solaire. Présentement, seule l'utilisation pour le chauffage et les petites industries est possible. Il faut développer intensément la recherche sur ce sujet, les possibilités sont immenses, bien que les latitudes froides sont défavorisées d'avance. Il en est de même pour l'énergie marémotrice, éolienne, la pompe à chaleur, etc... (pour en savoir plus sur les perspectives solaires, lisez donc « La face cachée du soleil », bouquin

qui voit le problème sous un angle autogestionnaire et de décentralisation, 10 F, même librairie).

Cependant, ces utilisations pourraient suffire à de petites collectivités, mais se montreraient aussi insuffisantes en ce qui concerne les mégapoles. Cette limitation en dimensions est d'ailleurs bénéfique au niveau « écologique » : « Réintroduire le soleil, le vent, la terre — en fait les fondements de la vie — dans la technologie, dans les procédés dont se sert l'homme pour survivre réactiverait de façon révolutionnaire les liens de l'homme avec la nature ».

Il se formerait un système écologique coordonnant les entités locales, avec un réseau de communications approprié. Ainsi, l'artisanat, supplément indispensable de l'industrie, et le goût de la qualité remplaceraient nos critères actuels « quantitatifs ». La collectivité pourrait respecter la solidarité humaine, entre les individus et au bénéfice d'elle-même.

Dans l'histoire, si la révolution signifie sacrifices, alors le pouvoir retombe aux mains des politiciens (« Les libéraux girondins ont étouffé les assemblées populaires parisiennes »). Il faut que les problèmes de la vie passent par-dessus ceux de la survie. Pour Bookchin : « La fonction la plus essentielle de la technologie moderne doit être de maintenir les portes de la révolution ouvertes à jamais ».

Le travail doit être réduit au minimum afin que la technologie nous permette de libérer notre temps sans être plongés dans la pénurie, la tendance présente que nous avons devant les yeux nous montre l'homme comme devenu une extension de la machine, contrôlé par la bureaucratie.

La société libérée doit trouver un équilibre dynamique, celui-ci se faisant au profit de l'homme, se servant de la technologie comme un potentiel et non une nouvelle aliénation. Nécessairement, les besoins se trouveraient redéfinis et « les choses seraient le produit d'individus créateurs, autonomes et en évolution ». La technologie peut servir le fédéralisme, qui gouvernera les choses à une échelle humaine, par le refus d'une manipulation bureaucratique. Il nous faudra aboutir à un équilibre « entre l'autarcie, le fédéralisme industriel et une division nationale du travail » (national pris au sens d'entité géographique). La récupération des matières premières permet la réutilisation en des lieux où le minerai ne se trouve pas. La société moderne n'est pas trop complexe pour être autogérée, car c'est le capitalisme et la centralisation qui provoquent en grande partie cette complexité.

L'auteur conclue en se demandant si la nature humaine est compatible avec cette révolution. Il nous reste à être capables de l'accomplir, de ne pas la stopper et de la rendre évolutive sans cesse ; il nous faudra aussi ne pas tomber dans des schémas dogma-

tiques tracés d'avance, en effet qu'est-ce qu'un dogme, sinon l'expression ou tout du moins le symbole de l'autorité.

Ce texte aborde le côté technique de la production de la révolution anarchiste, relié aux problèmes de l'organisation sociale et à l'avenir possible du genre humain.

Il nous montre des directions à tenter, et nous apporte des arguments sérieux, des exemples concrets et scientifiques. Le principal attrait de ce livre est de passer au-dessus de l'analyse de la technologie aliénante, et de proposer des ébauches de solutions technologiques, dans un cadre où l'évolution serait tournée vers l'épanouissement humain.

Il nous faut couper court au carnage actuel de la planète, sans toutefois s'orienter de façon archaïque et mystique vers un paradis antique, idyllique, soi-disant perdu, qui serait assurément fondé sur l'esclavage ou toute autre forme de domination de classes.

En effet, il faut l'affirmer bien fort, de même que la vie est évolution perpétuelle, l'anarchie n'a rien à voir avec le mythe du bon sauvage, puisque c'est, selon la formule, la revanche de l'homme sur la bête qui sommeille en lui.

De même que l'homme possède en lui les potentiels de sa libération, à la fois sociale et individuelle, il faut qu'il se serve de la technologie pour celle-ci, sans tomber dans le piège du scientisme, qui consiste à créer un ensemble de dogmes plus ou moins religieux, dont le principe est de faire évoluer la société selon des principes scientifiques et techniques, par exemple le chimiste Berthelot voulait résoudre les problèmes de l'organisation sociale, en fonction de ses innovations dans le domaine de la chimie. Comme l'annonce clairement le titre de l'ouvrage de Bookchin, la technologie est un moyen, un potentiel, et non pas un ensemble de nouvelles valeurs.

Cependant, il ne faut pas se leurrer et tomber dans une idéologie crétinisante, et répandue avec force fracas par nos dirigeants, qui consiste à croire que tous ces problèmes ont des solutions uniquement techniques. Il faudra un grand élan révolutionnaire, proposant l'égalité économique et sociale, pour imposer aux autoritaires de tous bords la décentralisation, l'exode urbain, la route en marche vers le fédéralisme autogestionnaire. Sans cette détermination là, les perspectives de l'auteur resteront à la bibliothèque.

Cet écrit est, à mon sens, une contribution non négligeable à la théorie anarchiste, mais c'est un aspect complémentaire de notre pensée, car il n'aborde pas les moyens de notre lutte ; mais il renforce notre point de vue et ce, d'une façon rationnelle et concrète.

Alain CRAPAUD,
groupe de Tours.

Affaire Marini



Salerne, juillet 1972

Le 7 juillet 1972, Salerno est encore en pleine tension post-électorale ; les squadristes du M.S.I. (mouvement social italien - néo fasciste) font régner la terreur. Dans la soirée, Marini et Maestrogiovanni rentrent chez eux ; ils sont à plusieurs reprises provoqués par des fascistes. En chemin, ils rencontrent Scariati, un sympathisant, qui propose de les accompagner. Rue Vellia, la bagarre éclate. Maestrogiovanni est agressé par deux fascistes, Alfinto et Falvella ; Marini et Scariati lui porte secours. Falvella est alors gravement blessé ; il mourra à l'hôpital de Salerne, quelques heures plus tard, victime de la violence qu'il semait.

Aussitôt Marini est arrêté et inculqué d'homicide.

C'est ce que cherchait la droite : mettre Marini à l'ombre, parce qu'il devenait trop dangereux pour elle.

Marini, militant anarchiste très actif du groupe de Salerne, présent dans les luttes de quartier et d'usine, était aussi très engagé dans la contre-information sur les agissements de l'extrême-droite dans l'Italie du Sud. Marini enquêtait sur un « accident » où cinq anarchistes ont trouvé la mort ; parmi eux un témoin important du procès Valpreda.

Ces camarades rentraient à Rome après une réunion d'antifascistes à Vibo Valentia ; ils avaient en leur possession des documents sur l'attentat fasciste de Giaio Tauro (déraillement du train du Soleil, le 22-7-70), et autres actions terroristes que menait l'extrême-droite dans le cadre de la « stratégie des tensions » (commettre des attentats, en faire porter la responsabilité au mouvement ouvrier en général, ce qui permet à la Démocratie Chrétienne au pou-

voir, de renforcer l'appareil l'Etat voire même aux fascistes de justifier un futur coup d'Etat pour sauver l'Italie du chaos...).

Comme par hasard, l'accident a eu lieu à proximité d'une villa du prince Valerio Borghese, fasciste notoire.

Comme par hasard, le conducteur du camion qui a causé l'accident était un militant du « Front National » dirigé par Borghese, et ne sera jamais inquiété.

Comme par hasard, aucun des documents transportés par les camarades ne sera retrouvé...

Marini cherchait la vérité sur cet accident. Pour cela, il était sans cesse l'objet de menaces et de provocations fascistes. Pour cela, il a été immédiatement accusé de la mort de Falvella, le soir du 7 juillet 1972.

Les preuves de la culpabilité de Marini ?

Aucune. La police et la magistrature se chargeront d'accréditer la version des fascistes, selon laquelle Marini est un agresseur sanguinaire et bestial... et anarchiste. Systématiquement, toutes les investigations pouvant être favorables à Marini ne sont pas faites. La participation de Scariati à la rixe est passée sous silence ; ça arrange bien les choses d'être le petit-fils du juge d'instruction Lamberti.

C'est un procès truqué qui est préparé pour Marini, dans le seul but de mettre Marini à l'ombre le plus longtemps possible et de condamner à travers lui l'antifascisme révolutionnaire.

De prison en prison

En 20 mois de « préventive », Marini sera transféré 17 fois.

Souvent mis au secret dans des cachots infects, tabassé, privé de courrier, éloigné des siens, il frôlera souvent la mort. C'est clair, on veut se débarrasser de lui. A la prison de Caltanissetta il est attaché un mois entier au lit de contention ; devenu presque aveugle, il est sauvé de justesse par l'intervention de sa mère et de ses avocats. A plusieurs reprises, on tente de le tuer plus directement (bagarres au couteau entre détenus, etc...). Mais Marini arrive lucide et résolu à son procès, le 28 février 1974 à Salerne.

Salerne, février-mars 1974

La mobilisation autour du cas Marini est massive. Des camarades sont venus de toute l'Italie pour apporter leur soutien et tout Salerne est en effervescence.

Les thèses de l'accusation sont démontées une à une par Marini et ses défenseurs. Un fait apparaît : ce n'est pas Marini, avec un couteau de poche, qui a blessé mortellement Falvella. Mais le canif de Marini a été égaré par l'instruction...

L'accusation se ridiculise ; les cris de solidarité avec Marini parviennent jusque dans la salle d'audience. Fienga, le président du tribunal, saisi le premier prétexte pour renvoyer le procès. La salle est évacuée et Marini entraîné par les flics.

La soirée sera chaude à Salerne, où de violents affrontements opposeront antifascistes et nostalgiques du Duce et du Führer... La police, pourtant favorable à l'extrême-droite, sera même obligée d'arrêter une dizaine de squadristes, commandés par Mele, avocat de la partie civile pour Falvella.

Vallo della Lucania, juillet 1974

Le procès reprend début juillet dans une petite ville isolée dans la montagne, ancien lieu d'internement au temps de Mussolini, Vallo del Lucania.

L'Etat est décidé à infliger une dure leçon aux antifascistes : plus de 2.000 policiers sont sur place ; mêmes magistrats, même président.

Les débats prouvent de plus en plus l'innocence de Marini. Il apparaît même que Falvella serait mort faute de soins à l'hôpital de Salerne, et la participation de Scariati à la rixe est mise sur le tapis. Peut-être est-ce lui qui a blessé mortellement Falvella ?

Mais une peine de 18 ans de prison est déjà prête dans les poches du ministre public Zarrà, et Fienga veut lui aussi la condamnation de Marini. La sentence tombe : 12 ANS DE PRISON !

La machine judiciaire a bien marché, pour le compte de l'Etat, des fascistes et des classes dominantes. Marini est condamné sans preuve de la mort de Falvella ; ça c'est la farce judiciaire. En fait Marini a été condamné pour son idéal anarchiste et les actions qu'il menait en conséquence, condamné pour être réduit au silence.

Procès en appel, Salerne, 2 avril 1975

Si au premier procès, Marini a été condamné pour son antifascisme révolutionnaire, dans ce nouveau procès tout sera fait par l'Etat italien et « sa » justice pour condamner un homme qui sans raison, avec le fait

aggravant d'être un anarchiste « sanguinaire », a tué un « passant ». L'Etat italien veut faire un procès de « droit commun » qui lui servira dans sa campagne anti-anarchiste.

En Italie, l'Etat fait tout pour amalgamer la lutte révolutionnaire avec la criminalité la plus crapuleuse. D'autre part, la stratégie des tensions dure toujours : les provocations et attentats fascistes sont systématiquement impunis et systématiquement dirigés contre l'ensemble du mouvement ouvrier.

C'est dans ce climat que s'ouvrira, le 2 avril, le procès en appel de Marini.

L'Etat et les classes dominantes feront tout pour passer ce procès sous silence. S'il n'y arrive pas, ils calomnieront. Les politiciens réformistes et socio-démocrates, soi-disant « populaires » ne bougeront pas : ils ont trop peur qu'à l'exemple de Marini, les exploités ne passent à l'action directe. Et les antifascistes de tribune se berneront à réclamer la justice d'une magistrature qui ne vend que « sa » justice, pour ne pas risquer de lever le voile qui masque la structure de classe de notre société, où le fascisme prend ses racines.

Tous ces gens-là préfèrent les cortèges funèbres, les cérémonies commémoratives et l'indignation à titre posthume. Les anarchistes préfèrent la vie et la lutte pour affirmer le droit à la vie et à la liberté.

C'est pour cela que nous devons tout faire pour que Marini soit libéré, que nous devons forcer la « justice » italienne à reconnaître les faits qui innocentent Marini et pour cela, la solidarité internationale est nécessaire.

Liberté pour Marini.

Philippe MERMIN.

Solidarité internationale